

**LETTRES D'UN
RELIGIEUX A
SON
SUPÉRIEUR-
GÉNÉRAL, ...**



5193

L E T T R E S

32-3-D-13

D'UN

R E L I G I E U X

A SON

SUPÉRIEUR-GÉNÉRAL,

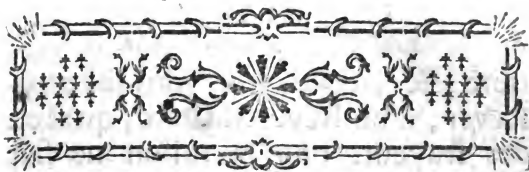
*Sur la Réforme des Communautés
Religieuses.*



M. DCC. LXVIII.

34.3.6.13

11.11.11



TROISIEME LETTRE

SUR LA CONVENTUALITÉ.



JE me dispoisois , mon Révérend Pere , à poursuivre la discussion des points de discipline sur lesquels vous avez daigné me consulter , lorsque j'ai appris , par votre réponse , qu'il vous restoit des doutes sur l'article de la Conventualité , & qu'il s'en falloit beaucoup que vos frayeurs , à cet égard , fussent entièrement dissipées. Je reviens donc sur mes pas ; car je ne veux laisser derriere moi ni nuage , ni inquiétude sur un point aussi important ; & tout m'impose l'obligation étroite de ramener la paix & le calme dans l'ame d'un Supérieur , d'un Ami , d'un bon Religieux.

Mais avant que d'entrer en ma-

A ij

tiere , je crois devoir vous faire observer , mon Révérend Pere , qu'il est des frayeurs que la raison ne fait point dissiper ; & ces frayeurs sont celles qui ont leur source ou dans des intérêts personnels qu'on se dissimule , ou dans des intérêts étrangers que l'homme artificieux & méchant fait si-bien faire adopter à la simplicité des âmes droites , & dont celles-ci suivent quelquefois l'impulsion , lors même qu'elles ne croient obéir qu'à la voix de la sagesse & de la vertu.

Dieu m'est témoin que je ne cherche point à calomnier mes Freres , à les décrier aux yeux de la Nation , ni même à les affliger par des vérités ameres durement exprimées : mais qu'il me soit permis de les conjurer de descendre au fond de leur ame , & d'y chercher le véritable principe de la crainte qui les agite. Ah ! si ce principe n'étoit autre chose que leur amour pour une vie molle & dissipée ; si leurs regrets n'avoient pour objet que des maisons plus profanes encore que religieuses , où *vivant en*

CONVENTUALITÉ. 5

bons & paisibles Gentilshommes , suivant l'expression indécente d'un d'entr'eux , ils croient avoir rempli tous leurs devoirs lorsqu'ils ont cultivé leurs terres avec soin , fait vivre leurs vassaux , & traité leurs voisins avec luxe & somptuosité ; s'il étoit vrai qu'ils craignissent uniquement de perdre des retraites tranquilles où l'on ne connoît ni les inquiétudes du Pere de famille , ni les fatigues du Laboureur , ni les peines du Ministre de l'Evangile , encore moins les austérités du Solitaire , & où , par le plus inconcevable des renversements , toutes les douceurs de la vie sont rassemblées en faveur de ceux qui ont fait vœu de mourir au monde & à tous les faux biens dont il offre la jouissance ; si les Supérieurs de ces étranges Monasteres ne considéroient avec effroi le moment qui les rappellera dans le sein d'une Communauté nombreuse & régulière , que parce que ce moment doit les arracher aux délices dont ils ont contracté la funeste habitude , & les faire rentrer sous un empire redoutable à la tié-

A iij

deur & qu'ils paroissent avoir oublié, l'empire de la regle & des bons exemples ; si , enfin , les Supérieurs-Généraux eux-mêmes , pour qui le droit de nommer aux places est un moyen assuré de tenir à leurs genoux tous ceux qui les ambitionnent ou les remplissent , ne regrettoient dans les Monasteres supprimés que la nomination à plusieurs supériorités particulieres ; & s'ils ne s'élevoient contre la loi d'une Conventualité nombreuse , que parce qu'en diminuant le nombre de leurs créatures , elle rend leur pouvoir moins absolu & leur place moins belle & moins importante : ah ! mon Pere , que votre sagesse me réponde : croiriez-vous qu'on dût respecter ou même partager de pareils regrets , de pareilles alarmes ? & si quelqu'un au contraire se faisoit un devoir de les condamner , pourriez-vous l'accuser d'irréligion ou d'injustice ?

Je fais , mon Pere , & c'est une justice que je me suis déjà empressé de vous rendre , je fais que vous aimez le bien , que la gloire de Dieu ,

CONVENTUALITÉ. 7

de l'Eglise , de l'Etat monastique vous sont uniquement cheres , & que nulle vue humaine , nulle espece de fausseté n'ont souillé jusqu'ici ni vos levres , ni votre cœur ; mais je ne conviens pas que les intentions de ceux qui vous environnent soient également pures : & , croyez-moi , il y a loin de votre ame noble & vraie à leur ame avide & artificieuse , & de votre conduite pleine de droiture aux manéges de leur ambition. Ils ne cherchent auprès de vous que le profane avantage d'obtenir aisément des places soit pour eux-mêmes , soit pour leurs Amis : ils sont donc intéressés à vous rendre suspecte & odieuse la loi qui doit diminuer le nombre de ces places & reculer par là même le terme de leurs espérances. Ils savent que votre piété rejetteroit avec indignation tout motif qui seroit étranger à la sainteté ou à la conservation de l'Etat religieux : ils s'attachent donc uniquement à vous faire considérer la loi d'une Conventualité nombreuse , comme un ouvrage de ténèbres , comme une

A iv

loi de destruction. Ils ne vous disent pas que ce qu'ils reprochent le plus à cette loi, est l'impuissance où elle les réduit de mener désormais une vie molle & séculière ; car c'est le secret de leurs cœurs ; & ils n'ont garde de le confier à un Supérieur austère & vertueux : mais ils ne cessent de vous dire que l'Etat monastique est en danger, que sa perte est jurée, qu'on en veut sur-tout à ses possessions, que la réforme projetée n'est qu'un voile destiné à couvrir des usurpations odieuses. Ils vous mettent ensuite sous les yeux le tableau touchant des Monasteres renversés ou changés en habitations profanes ; des Solitaires chassés de leurs demeures, errants de tout côté sans subsistance & sans asyle, ou réduits à les chercher dans le monde même, dont un engagement saint & irrévocable les sépare ; & c'est à la faveur de ces noires images, de ces imputations calomnieuses, de ces suppositions dénuées de tout fondement, qu'ils sont parvenus à faire passer dans votre ame honnête & religieuse

CONVENTUALITÉ. 9

les préjugés & les terreurs dont il leur est utile que vous soyez pénétré.

Je ne prétends pas néanmoins vous faire entendre que nos Freres soient les seuls auteurs des fausses alarmes répandues dans les Maisons religieuses ; & je croirois être injuste , si je n'en imputois pas une partie aux intrigues d'un monde pervers & toujours ennemi des personnes consacrées à Dieu. Hélas ! ce monde nous poursuit jusqu'au fond de nos saintes retraites , & la régularité n'est pas toujours une barriere assez puissante pour lui en défendre l'entrée. N'en doutez pas , mon Pere , sa voix profane & ennemie s'est fait entendre parmi nous dans l'occasion présente ; elle s'est attachée à répandre dans nos Monasteres les noirs soupçons & les tristes défiances , à y multiplier , si j'ose m'exprimer ainsi , les nuages , & les fantômes , à y échauffer les esprits , à y aigrir les cœurs , à y produire un trouble & une tempête que nos seules passions n'y auroient point excités.

A v

C'est, sans doute, un projet louable, que celui qui a pour objet le rétablissement de la discipline dans les Maisons Religieuses : mais c'est précisément parce qu'il est louable, qu'il doit éprouver de la part des hommes les plus violentes contradictions.. Je ne parle pas seulement de ceux qu'on appelle Frondeurs, espece d'hommes dévoués par état à la triste & indécente occupation de chercher des torts au Gouvernement, & de blâmer tout ce qu'il fait, sans qu'il puisse trouver grâce à leurs yeux, lors même qu'il n'entreprend que ce qu'ils l'ont déjà blâmé de ne pas entreprendre. Puisque ces Censeurs bisarres & injustes sont décidés à tout condamner, il ne faut pas s'attendre qu'ils respecteront le projet de rendre les Religieux plus utiles & plus édifiants.

Mais l'ennemi le plus redoutable de cette bonne œuvre, c'est l'envie : ce vice des âmes lâches & petites, l'est quelquefois aussi de certains hommes qui affectent du zèle & de la piété, qui peut-être même n'en sont pas entièrement dépourvus. Ces

CONVENTUALITÉ. II

hommes ne peuvent souffrir qu'on partage avec eux la gloire de faire du bien : ils s'affligent donc lorsqu'un autre est trouvé digne de conduire une entreprise louable ; cette entreprise perd dès-lors tout son mérite à leurs yeux : ils ne la considèrent plus que comme une imprudence dangereuse , ou même comme un mal enveloppé d'une fausse apparence de bien ; ou s'ils n'osent condamner l'entreprise en elle-même , ils s'attachent à décrier & l'intention de ceux qui la conduisent , & la route qu'ils suivent , & les moyens qu'ils emploient.

Ajoutez aux cœurs jaloux les esprits factieux & turbulents , qui cherchent dans le feu des divisions intestines un aliment nécessaire à leur inquiétude ; les esprits bornés & superficiels , à qui il est plus facile de former des difficultés que de les discuter ou de les résoudre ; les esprits foibles & pusillanimes , qui ne voient par-tout que des pièges & des dangers , & dont la sagesse consiste dans la crainte & dans l'inaction : ajoutez

A vj

même les ennemis secrets de l'Etat monastique , dont la haine éclairée ne protege nos abus, que parce qu'elle y voit le principe d'une destruction prochaine & inévitable ; & vous connoîtrez tous les auteurs de ces fausses alarmes , dont les Maisons Religieuses sont agitées.

Si ceux qui les répandent, ou qui paroissent les éprouver, n'avoient que des vues honnêtes & légitimes, on ne les verroit pas se refuser aux raisons les plus solides & les plus propres à leur rendre leur premiere tranquillité ; on ne les verroit pas contester le vœu de l'Eglise & celui de nos Regles, nier, contre l'évidence des faits, l'irrégularité des Monasteres, prêter à la loi de la Conventualité des motifs démentis par la loi-même, exagérer les inconvénients & dissimuler les avantages, changer l'état de la question pour ériger de simples conjectures en assertions, & chercher à soulever tous les partis, lors même qu'on fait profession de n'être livré qu'à un seul. Dans une cause telle que la nôtre, c'est par

CONVENTUALITÉ. 13

l'autorité des Peres , par celle des Conciles , par celle de nos Regles & de nos constitutions , qu'il faut se défendre , & non par des frayeurs fausses ou exagérées , dont on n'ose ni avouer , ni justifier la véritable source , & qui , quand elles seroient vraies , ne devroient point empêcher l'exécution d'une loi portée par les saints Canons & nécessaire au maintien de la Discipline monastique.

Il n'est donc point d'homme judicieux & instruit qui ne se croie autorisé à se défier des alarmes répandues dans le Cloître à l'occasion de la réforme qu'on se propose d'y faire , & *le préjugé légitime* sera ma première réponse : mais comme mon intention n'est pas seulement de détruire les préjugés qui vous tourmentent par des préjugés propres à vous rassurer , & que je cherche encore plus à vous convaincre qu'à vous prévenir , je vais entrer dans l'examen & la discussion de toutes vos craintes ; & si je suis assez heureux , comme je l'espère , pour vous prouver qu'elles ne méritent pas de

troubler un seul moment la paix d'une ame vertueuse , vous ne me refuserez pas la seule récompense que je vous demande , qui est de vous voir tranquille , plein de confiance en la sagesse du Gouvernement , & appelant même par des vœux redoublés la réforme qu'il nous prépare.

Je prévois au reste que forcé de revenir sur mes pas & de reprendre des objections déjà traitées dans ma première Lettre , je ne pourrai parvenir à vous sauver entièrement l'ennui des répétitions ; mais votre amour pour la vérité ne vous permettra pas d'être sensible à un inconvénient aussi léger qu'inévitable ; & j'aurai rempli vos vœux & votre attente si je donne plus d'étendue à mes premières réponses , & si j'y ajoute tout ce qui me paroîtra propre à l'éclaircissement des doutes que ma première Lettre n'a pu dissiper.

Vous craignez que la suppression des Monastères, ordonnée par les derniers Arrêts du Conseil , n'en amène dans quelques années une seconde.

plus considérable encore. Les Cloîtres, dites-vous, se dépeuplent de jour en jour, & si cette dépopulation rend aujourd'hui nécessaire la suppression de quelques maisons, une dépopulation plus grande en fera aussi supprimer un plus grand nombre ; ainsi tous les Monastères seront successivement détruits, & dans moins d'un demi-siècle, l'état Monastique n'existera plus que dans nos annales & dans les ruines de ses bâtimens.

A Dieu ne plaise, mon Révérend Père, qu'élevé dans le Cloître dès ma plus tendre jeunesse, aimant le joug qu'il impose, & n'ayant d'autre regret que celui de ne l'avoir pas porté avec assez de fidélité, je puisse envisager d'un œil tranquille l'affreux événement que vous m'annoncez : je forme tous les jours des vœux pour la conservation de l'état Monastique ; & ces vœux, j'ose le dire, ne me sont inspirés ni par le vil intérêt, ni par l'aveugle préjugé, ni par un maître plus impérieux encore, qui est l'habitude : la gloire de Dieu, le bien de la Religion,

celui même du Royaume , voilà ce qui me rend mon état cher & précieux , & qui ne me permet pas d'être insensible aux malheurs qu'il peut éprouver.

Ce n'est pas que j'ignore que nous ne faisons point partie de la Hiérarchie & que nous n'étions dans notre origine que de simples laïques morts au monde & à tous ses biens , n'ayant conservé de droits que sur l'héritage céleste , & n'attendant notre subsistance que du travail de nos mains : je fais aussi que l'Eglise a existé sans nous pendant trois siècles , & que sa perpétuité n'est point attachée à notre conservation ; mais je fais en même-temps que de pieux Solitaires font sa gloire & une portion très-chère de son troupeau ; qu'elle ne dédaigne point de les associer à ses Ministres , & de les élever à tous les honneurs du Sanctuaire , qu'ils l'ont soutenue contre une multitude d'ennemis redoutables , qu'elle en a tiré , qu'elle en peut tirer encore les services les plus importants ; & quoique nous ayons le malheur de n'être

ni aussi utiles ni aussi édifiants que nos prédécesseurs, qui peut nier qu'on ne trouve encore parmi nous des Ecrivains célèbres, des Religieux fervents, des Confesseurs instruits, des Prédicateurs pleins de zèle, & dans plusieurs Diocèses des Ministres nécessaires, & qu'on ne sauroit enlever au peuple sans le priver de deux biens infiniment chers à la Piété Chrétienne, l'administration des Sacraments & l'instruction.

Mais est-ce la loi de la Conventualité qui dépeuplera les Cloîtres & en amènera la destruction ? S'il est vrai *que tout concoure dans ce siècle malheureux à les rendre déserts, si c'est l'incrédulité qui éteint dans tous les cœurs le goût de la vie Religieuse*, peu importe pour notre conservation que les Monastères soient multipliés ou réduits à un moindre nombre ; le principe de notre ruine est dans la disette de Sujets : & si ce fléau redoutable continue ses ravages, que gagnerons-nous en conservant toutes nos Maisons, sinon le triste avantage d'offrir aux yeux du peuple un plus grand

nombre de témoins de notre ancienne gloire & de notre misère présente ?

Vous dites que *toutes les causes de la décadence des Ordres Religieux doivent aller toujours en croissant* : je n'ai garde certainement de croire à un pronostic aussi affligeant pour la Religion que pour nous-mêmes ; mais , enfin , s'il se réalise , s'il est arrêté dans les décrets de la Justice divine ; que la France ne donnera bientôt plus de successeurs à ces hommes célèbres qui y ont fait fleurir pendant tant de siècles la Vie monastique , il faudra bien se résoudre à laisser tomber les Maisons qu'ils ont fondées ; ou à les consacrer à d'autres usages. Je connois un Ordre en France où 80 Religieux occupent environ 30 Monasteres ; supposons que cet Ordre aille toujours en dépérissant , & que la dépopulation s'y accroisse au point qu'il ne puisse fournir qu'un ou deux Religieux à chacune de ces Maisons , ou qu'il soit même forcé d'en laisser quelques-unes sans Religieux , défendrez-vous au Gouvernement de s'occuper du

CONVENTUALITÉ. 19

fort de ces Maisons désertes, & croirez vous que la sagesse exige qu'on en abandonne les titres ainsi que les biens à la cupidité de celui qui voudra les dissiper ou les envahir ? Direz-vous que le respect dû à la Religion, ne permet pas au Souverain de toucher aux asyles qu'elle a destinés à la pénitence ? Mais si ces asyles sont abandonnés, si la pénitence n'y est plus pratiquée, si le chant des saints Cantiques ne s'y fait plus entendre, si le Seigneur n'y est plus servi & honoré, quel intérêt peut prendre la Religion à leur conservation ? Direz-vous que le bien de l'Etat monastique demande que toutes ses Maisons soient conservées, quelque peu nombreuses, ou même quelque désertes qu'elles puissent être ? Mais j'aurois cru qu'il en est d'un Ordre, comme d'une Colonie, qui, lorsqu'elle est affoiblie par la guerre ou par quelque autre événement malheureux, n'a d'autre ressource, pour réparer ses pertes & prévenir les dangers dont elle est menacée, que de rassembler ses habitants, de les ranimer les uns

par les autres , & de composer de la réunion de leurs forces particulieres la plus grande force possible. Un grand nombre d'établissements auxquels on ne peut fournir , bien loin d'être un signe de richesse , n'est qu'une cause de plus d'affoiblissement : plus nous conserverons de Maisons particulieres , moins nous en acquitterons les fondations , moins nous remplirons nos devoirs , moins nous serons utiles & édifiants , moins nous serons chéris & respectés ; & , par une suite nécessaire , plus nous nous approcherons du moment de notre ruine.

L'incrédulité contribue sans doute à dépeupler les Monasteres ; mais il ne faut pas nous le dissimuler , mon Révérend Pere , nous y contribuons aussi nous-mêmes , par le mépris que notre relâchement inspire pour les saints asylés : si l'état Monastique étoit honoré , & il le seroit si nous en remplissions les devoirs , on ne verroit pas les Fideles les plus sincèrement attachés à leur Religion , craindre de s'engager parmi

CONVENTUALITÉ. 21

nous ; on ne verroit pas la piété même regarder nos Maisons comme autant de lieux profanes , & où elle ne pourroit sans danger choisir une retraite : la Trape & Sept-Fonds ne sont point considérés sous cet humiliant aspect , le mépris & l'avilissement ne sont point le partage des Religieux qui les habitent ; on n'en parle au contraire qu'avec respect & avec éloge , & l'homme le plus vicieux s'empresse à rendre hommage à leurs vertus ; aussi ils ne se ressentent ni des progrès de l'incrédulité , ni de la diminution des biens dont nous nous plaignons : quoique six sous six deniers fussent par jour dans ces deux Abbayes pour chaque Solitaire , on ne laisse pas d'y accourir de toutes les parties du Royaume : il ne se passe presque point de jour où quelque ame fidele n'y vienne demander un asyle ; & à Cîteaux , à Saint Maur , chez les Célestins , où chaque Religieux a 1000 ou 1500 livres de revenu affecté à sa subsistance , dans notre Ordre , où , sans parler des bénéfices , on

compte par an 800 liv. pour chaque tête , on manque de sujets , & cette disette destructive s'accroît toutes les années. Ah ! mon Pere , interrogez l'Histoire , la raison , le cœur humain , votre propre expérience , & ils vous apprendront que ce n'est ni le faste ni l'opulence , ni le nombre des établissemens qui rendent un Ordre Monastique florissant & nombreux en sujets. Voulons-nous que nos Maisons se repeuplent ? commençons par avoir les vertus de notre état & par mériter l'estime publique : gardons-nous sur-tout de penser que notre habit nous avilisse ; notre habit n'est propre qu'à nous faire respecter , lorsque nous le respectons nous-mêmes ; & s'il devient vil , c'est lorsque notre maintien & nos mœurs démentent la sainteté qu'il annonce.

Je n'ignore pas que l'esprit du siècle est opposé à la vie Religieuse ; mais quelle que soit cette opposition , elle n'empêchera pas que la vertu n'obtienne les hommages du grand nombre : donnez - moi un

CONVENTUALITÉ. 23

Religieux fidele à ses devoirs , modeste dans son maintien , réservé dans ses propos , austere pour lui-même & plein d'une charité compatissante pour ses freres , ne paroissant dans le monde que pour être utile , & le fuyant lorsqu'il s'agit d'intrigues ou de plaisirs , aimant la retraite , & la sanctifiant par les jeûnes , les veilles & les études ; & je vous garantis pour lui les suffrages du libertin , de l'impie même : si celui-ci refuse aux sacrifices que la Religion inspire , le tribut d'éloges qu'ils méritent , il ne sçauroit porter l'injustice jusqu'à dédaigner les vertus morales qu'il verroit pratiquées dans le Cloître dans toute leur étendue : & qui peut douter que le triomphe continuel qu'un bon Religieux remporte sur ses passions , n'excite l'admiration de celui même qui est assez aveugle pour méconnoître la grace , qui est le principe de ce triomphe ?

S'il est donc un moyen pour repeupler les Cloîtres , & nous garantir de la ruine qui nous menace , c'est le rétablissement de la régularité ;

& par une conséquence nécessaire le privilege le plus funeste que nous puissions obtenir est la liberté de conserver les petits Monasteres, puisqu'il est démontré qu'ils sont l'écueil de la régularité. La Loi qui rétablit dans nos Maisons une conventualité nombreuse, en nous forçant d'être vraiment Religieux, dissipera une partie des préjugés que nos mœurs ont formés contre notre profession ; elle nous reconciliera avec les ames pieuses, elle rappellera dans nos Maisons l'estime publique ; & cette estime sera comme l'heureux signal auquel on verra accourir parmi nous une multitude de Sujets remplis de bonnes dispositions & propres à rendre à l'Etat monastique, par leurs vertus & par leurs talents, l'éclat & la beauté de ses premiers jours.

Mais quand même la disette de Sujets devoit continuer à se faire sentir dans le Cloître, & amener ainsi par degré notre destruction, la loi qui ordonne la suppression d'un certain nombre de Monasteres seroit encore un bienfait digne de toute notre reconnoissance :

reconnoissance : car supposons pour un moment qu'on laisse subsister les petites Communautés, celles même où il n'y a qu'un ou deux Religieux, qu'arrivera-t-il lorsque, réduits à un moindre nombre, nous serons obligés, pour conserver toutes nos Maisons, de dégarnir les grands établissemens qui en imposent, pour ainsi dire, par leur majesté & leur importance ? De quel œil nous verra-t-on manquer aux fondations dont ces Etablissements sont chargés ? L'attention publique ne se portera-t-elle pas alors toute entière sur nos devoirs & sur nos charges ? Et lorsqu'on s'apercevra qu'il n'y a nulle proportion entre ce que nous sommes tenus d'acquitter & ce que nous acquittons en effet, n'éprouverons-nous point quelque une de ces secousses terribles & affligeantes que mon cœur n'ose prévoir ni envisager ? Ah ! si nous devons finir, que ce soit au moins sans déchirement & sans convulsion ; que ce soit au moins sans avoir mérité notre extinction ; semblables à une armée que des révers obligeroient à faire

B

sa retraite, abandonnons les lieux les moins importants , pour conserver ceux auxquels notre intérêt , même temporel , exige que nous soyons le plus attachés. Sachons sacrifier des Communautés peu nombreuses , & dont nous ne pouvons tirer aucun avantage pour notre conservation , au salut des grands Monasteres qui font la gloire & la force des Ordres Religieux : trois ou quatre petits Monasteres suffisent quelquefois pour décrier un Corps monastique , soulever les Peuples contre lui & en aliéner les esprits les plus sages & les plus modérés ; mais si ces Monasteres étoient réunis , ils formeroient un établissement solide , respecté par la haine même , & également cher à la Religion & à l'Etat. Ce n'est donc ni préparer , ni accélérer notre chute & nos malheurs , que de rétablir la loi de la Conventualité ; c'est , au contraire , en éloigner le moment & en diminuer l'amertume.

Mais , poursuivez-vous , mon Révérend Pere , c'est ainsi que le schisme & l'erreur s'introduisirent en An-

CONVENTUALITÉ. 27

gleterre : Henri VIII commença par supprimer les petites Communautés , sous le spécieux prétexte que la discipline régulière y étoit mal observée : des petites Communautés il passa aux grandes : tous les Monasteres de son Royaume tomberent successivement à la faveur de cette artificieuse politique ; & dès qu'il n'y eut plus de Religieux en Angleterre , le Monarque n'eut point de peine à y détruire la foi dont ils étoient les défenseurs.

Permettez - moi de vous le dire , mon Révérend Pere , rien ne prouve mieux le vice de la cause qu'on vous a engagé à soutenir , que la difficulté même que vous venez de me proposer : car à qui persuadera-t-on que dans la réforme actuelle de l'Etat monastique , il soit question de schisme & d'hérésie ? Ceux-mêmes qui paroissent l'appréhender , en sont-ils convaincus ? Cette objection doit être donc comptée parmi les armes que la méchanceté emploie contre les entreprises louables dont elle redoute l'exécution ; armes d'autant plus dangereuses , qu'elles sont propres à sub-

B ij

juguer les esprits foibles & que les mal-intentionnés peuvent en abuser aisément pour rendre le Gouvernement odieux ou suspect à la piété du peuple.

Je conviens qu'Henri VIII a commencé par supprimer les petites Communautés ; mais Henri VIII a aussi commencé par écrire contre les erreurs de Luther ; & les premières loix qu'il a portées ont eu pour objet la proscription des nouveautés naissantes. Tout ce qu'a fait Henri VIII tient-il donc à son schisme , & tout ce qui a précédé ce schisme en a-t-il été la cause & le principe ?

C'est en 1536 , qu'Henri VIII ordonna la suppression des petits Monasteres ; mais dès 1524 plusieurs avoient été supprimés , non par autorité du Roi ou du Parlement d'Angleterre , mais par celle du Souverain Pontife. On trouve dans les Actes de Rymer plusieurs Bulles du Pape Clément VII^e , qui autorisent le Cardinal Volfey à supprimer des Monasteres jusqu'à la concurrence de trois mille ducats de rente , pour la

fondation du College d'Oxford. Or, peut-on dire que cette dernière suppression, si expressement autorisée par le Saint Siege, faite dans un temps où Henri VIII méritoit le titre de Défenseur de la Foi, & trois ans avant que la malheureuse affaire du divorce eût été agitée, ait été le germe ou l'occasion du schisme d'Angleterre ? Toute suppression de Monasteres n'est donc pas par elle-même un événement fatal à la Religion : celle qui eut lieu en 1524, lui fut utile par le College fameux auquel elle donna naissance ; celle de 1536, lui fut funeste par les vues destructives du Monarque qui l'entreprenoit.

Ah ! si toute suppression de Monasteres devoit entraîner après elle le schisme & l'hérésie, il y a longtemps que la Foi Catholique seroit éteinte en France & même en Italie ; car, sans parler de cette grande suppression qui eut lieu sous Innocent X, & qui ne s'étendit pas à moins de 1500 Monasteres, je ne connois point d'Ordre Religieux qui n'ait réuni plusieurs de ses Maisons

pour y rétablir la régularité, souvent aussi par des vues de convenance, d'économie & même d'intérêt. Supprimer les Monasteres pour enlever à la Religion ses Défenseurs, c'est sans doute sapper cet auguste Edifice par les fondemens ; mais les supprimer pour bannir le relâchement du milieu du Cloître & y rétablir la discipline, c'est honorer un Dieu saint & toujours ennemi de la tiédeur & de la négligence ; c'est bien mériter de l'Etat, à qui de bons exemples sont nécessaires ; c'est servir l'Eglise, que de mauvais Religieux déshonorent.

Henri VIII, en supprimant les petits Monasteres, s'efforçoit de décrier l'Ordre monastique & de le rendre un objet d'horreur pour le Peuple, au moyen des libelles scandaleux dont il autorisoit la publication : il délioit les Religieux de leurs vœux, les chassoit de leurs retraites, leur permettoit de rentrer dans le monde, & leur donnoit des pensions pour y subsister. Les ravages de son impiété ne se bornoient pas aux Maisons Re-

ligieuses ; ils s'étendoient sur les Colleges & les Hôpitaux , & son premier soin étoit de réunir à ses revenus celui de tous ces Etablissements.

Or ; je ne vois rien dans la suppression actuelle qui ressemble à cette conduite : les Religieux des petits Monasteres passent dans des Monasteres plus nombreux , pour y observer leur Regle avec plus de fidélité ; ils emportent avec eux les biens dont ils jouissoient auparavant , & les Corps monastiques délibèrent , avec une entière liberté , sur le choix des Maisons qu'il leur importe le plus de conserver. Quoique les plaintes aient été multipliées , quoique le désordre de plusieurs de nos Maisons soit connu , on ne se permet point le moindre éclat qui puisse nous déprimer aux yeux de la multitude ; le voile de la charité est étendu sur tous nos égarements ; & s'il paroît quelque Livre où l'Etat monastique soit traité avec mépris & indécence , il est aussi-tôt pros crit par le Gouvernement.

Ah ! mon Pere , soyons de bonne

B iv

foi ; une conduite aussi sage & aussi modérée , n'est point faite pour nous inspirer des inquiétudes sur notre sort : ce n'est pas-là certainement préparer la chute des Ordres monastiques ; ce n'est pas priver la Religion de ses plus fermes appuis ; ce n'est pas ouvrir la porte au schisme & à l'hérésie , encore moins renouveler les lècenes affligeantes passées sous Henri VIII ; la haine s'annonce par d'autres traits , elle ne met point tant de sagesse & de justice dans ses démarches.

Vous me répondrez peut-être que ce ne seroit pas la première fois qu'on auroit cherché à détruire , sous le spécieux prétexte de réparer : j'en conviens ; mais dans ce cas-là même , ce n'est point par des injures & des imputations , mais par des raisons solides & tirées du fond même de la chose qu'il faudroit combattre les ennemis de l'Etat monastique : les injures , les imputations , les calomnies sur-tout sont de mauvaises armes , qui , bien loin de défendre ceux qui les emploient , ne servent qu'à

les avilir & à décrier leur cause.

Laiſſons-les, mon Révérend Pere, à ces eſprits pervers qui regardent la Religion comme une affaire de politique, ou comme un moyen d'acquérir de l'autorité & de la conſidération, ou qui même veulent la faire ſervir de voile & d'inſtrument aux paſſions honteuſes qui les agitent. Que les ames peu éclairées ou fauſſement pieuſes ſe laiſſent ſéduire par leurs vaines & indécentes déclama- tions ; mais nous qui favons qu'il ne faut pas confondre les droits de l'Evangile avec les prétentions de la cupidité, & que c'eſt outrager la Religion que de vouloir l'intéreſſer à la déſenſe des déſordres & des abus ; nous qui devons aimer la Religion pour la Religion même, ſans vue profane & étrangere qui puiſſe en corrompre la ſainteté ; nous qui devons encore moins oublier que les autres Chrétiens, que nous ſommes des Voyageurs ſur la terre ; nous qui ne devons tendre qu'à la perfection & n'avoir en vue que la gloire de Dieu, n'allons pas emprunter le langage

des passions humaines ou d'une dévotion mal entendue, pour nous dispenser de devenir meilleurs : ne disons pas qu'on veut nous détruire, lorsqu'on ne veut que nous obliger à remplir nos engagements ; & parce qu'Henri VIII a supprimé de petits Couvents, ne cherchons pas à répandre & à faire croire ce que nous ne pouvons penser nous-mêmes, que la suppression, dont il est question aujourd'hui, malgré la différence évidente des temps, des mesures & des intentions, peut produire en France des malheurs qu'elle ne produisit pas même en Angleterre.

Car, c'est-là ce qu'il est important de ne point perdre de vue : la suppression des petits Couvents fut en Angleterre l'effet & non la cause du schisme : cette suppression n'eut lieu qu'en 1536, & dès 1534 le Roi avoit été déclaré protecteur & chef de l'Eglise d'Angleterre, & toute communication avec Rome avoit été rompue : en 1535, le vertueux Morus & le digne Evêque de Rochester avoient perdu la tête sur un échafaud, pour

CONVENTUALITÉ. 35

avoir refusé de prêter le serment de suprématie. Ce ne fut donc pas la suppression des Monasteres qui produisit le schisme en Angleterre ; mais ce fut le schisme qui y entraîna la suppression des Monasteres : l'erreur doit détruire nos établissemens partout où elle donnera des loix ; mais le nombre de nos établissemens peut diminuer, sans que l'erreur s'en mêle, ni que cette diminution lui soit favorable : nous ne pouvons subsister avec l'hérésie ; mais la religion peut subsister sans nous , & si nous lui sommes utiles , c'est lorsque réunis dans des Communautés nombreuses, nous offrons au peuple fidele le spectacle & le modele de toutes les vertus.

Mais ce n'est pas seulement la suppression des Monasteres en elle-même qui vous afflige ; la maniere dont se prépare la suppression augmente vos craintes & vos inquiétudes : une Commission , dites-vous , & ce nom seul annonce l'infraction des regles , une Commission décide du sort des Monasteres ; de simples Arrêts du

B vj

Conseil en chassent les solitaires que l'obéissance y avoit placés; & peut-on ne pas s'allarmer, lorsqu'on voit ainsi violer les formes les plus respectables & les plus essentielles?

Voilà encore, mon Révérend Père, une de ces difficultés que tout bon Religieux devoit s'interdire ou à laquelle du moins je souhaiterois qu'il ne donnât qu'une légère attention : ce n'est pas que je ne sois aussi attaché que vous à l'observation des regles & des formes ; je les regarde comme la sauvegarde du bonheur particulier, & le sceau de la tranquillité publique; & je ne connois point de circonstance où il soit utile de s'en affranchir : mais je sçais, comme je vous le prouverai dans le cours de cette Lettre, qu'elles ont été observées avec beaucoup de soin & d'exactitude dans l'affaire présente; & quand même elles ne l'auroient pas été, je ne voudrois point qu'on se crût fondé à décrier l'entreprise la plus louable, sous prétexte que le chemin marqué par la loi n'a pas été suivi avec une entière fidé-

lité : je ne voudrois point qu'on cherchât , en exagérant des nullités vraies ou prétendues , à augmenter les troubles , à grossir les nuages , à diviser & à aigrir les esprits : je ne voudrois point qu'à l'exemple des plaideurs de mauvaise foi & exercés dans l'art de la chicane , on tentât de de gagner une cause désespérée à la faveur des légères inexactitudes qui peuvent échapper au Gouvernement le plus sage ; je voudrois au contraire , que si nous venions à nous appercevoir , qu'en faisant le bien , on eût négligé les formes , nous demandassions au Seigneur avec larmes & gémissements , que cette omission ne nuisît point au bien qu'on a voulu procurer : je voudrois qu'au-lieu de faire naître des soupçons & des jalousies contre ceux qui ont part à l'administration , nous nous fissions un devoir de rendre justice à la pureté de leurs intentions , & de seconder par notre docilité les efforts qu'ils se proposent de faire pour rendre à l'état monastique ses beaux jours & sa première gloire : je voudrois en-

fin , que s'il étoit donné à notre foible voix de parvenir jusqu'à eux , nous les conjurassions de travailler avec concert & fermeté à une réformation que tous les gens de bien désirent , & que l'état monastique attend comme l'unique ressource que le Ciel lui ménage contre les malheurs dont il est menacé.

Vous dites que les Parlements sont les véritables Tribunaux auxquels les Rois ont confié le dépôt de la justice & des loix , que les évocations sont contraires au bien public & aux droits des particuliers , que la volonté légale du Souverain fait le bonheur des peuples , comme sa volonté arbitraire peut en être la ruine , & que toute Commission avec pouvoir de juger est opposée à la constitution de la Monarchie. Ce n'est pas à moi , simple Religieux , à approfondir des questions aussi relevées & aussi importantes : & si j'étois forcé de prendre un parti , ce seroit sans doute celui qui me paroîtroit le plus propre à concilier l'autorité du Monarque le plus chéri , avec la sûreté

du citoyen & la liberté légitime des peuples.

Mais , enfin , que pouvez - vous conclure de ces principes contre la réformation actuelle des Monasteres ? Prétendriez-vous que la Commission chargée de cette opération , est un Tribunal avec pouvoir de juger ? J'ouvre l'Arrêt de son établissement , & j'y vois qu'elle est uniquement établie pour rendre compte au Roi des abus qui se sont introduits dans les Maisons Religieuses , & des moyens d'y remédier ; je vois que tout le pouvoir qui lui est donné se borne à acquérir cette connoissance , & que c'est la seule chose que le Souverain attend du travail de ceux qui la composent : dans les Arrêts postérieurs à son établissement , je vois qu'elle a donné des avis ; je ne vois pas qu'elle ait rendu des jugemens : je vois même que les Arrêts du Conseil rendus sur ses avis sont simplement préparatoires & d'instruction. Est-ce-là un Tribunal contre lequel les loix de la Monarchie réclament ? Où est l'atteinte qu'il porte à notre

constitution ? Et son établissement ; au contraire , n'est-il pas justifié par une multitude d'exemples tirés de notre histoire ?

Ouvrez le livre des Capitulaires , & vous verrez Charlemagne , Louis le Débonnaire , Charles le Chauve ordonner à leurs Envoyés de s'informer si la vie des Religieux est conforme aux devoirs de leur profession : ces Envoyés étoient tirés de l'ordre Ecclésiastique & de l'ordre de la Noblesse ; ils visitoient au nom du Souvèrain tous les Monasteres de son Empire ; & les mêmes Capitulaires nous apprennent qu'un des principaux points de leurs instructions portoit sur le nombre des Religieux dont chaque Maison étoit composée , afin que le Prince pût connoître celles qui devoient être conservées ou réunies.

Ouvrez encore le Recueil des preuves de nos Libertés & les Mémoires du Clergé , & vous y trouverez une multitude d'Arrêts du Conseil , qui nomment des Commissaires pour procéder à la réforme soit d'un

ordre entier , soit de quelque Monastere particulier , & l'avis de ces Commissaires servant de base à cette même réforme.

Parmi les Commissions je pourois vous citer celle qui fut établie à l'occasion de la réforme faite par le Cardinal de la Rochefoucauld : cette Commission avoit une autorité bien supérieure à celle dont jouit la Commission actuelle , puisque les Lettres-Patentes qui autorisoient l'exécution du Bref accordé au Cardinal réformateur furent enregistrées à cette même Commission , & qu'elle devint en quelque sorte le Tribunal auquel furent dévolues toutes les causes concernant la réforme des Réguliers.

Mais sans aller chercher des exemples dans les siècles passés , ne voyons-nous pas depuis long - temps une Commission établie parmi nous pour les Communautés de Religieuses , & dont le principal objet est de les secourir ou de les réunir ? Ne savons-nous pas qu'une semblable Commission fut projetée , il y a plus de vingt ans , pour les Communautés

d'hommes , & que l'unique obstacle à son établissement fut la mort de M. le Chancelier d'Aguesseau , Magistrat illustre & cher à la Nation , qui en avoit dressé le plan & qui devoit en diriger toutes les opérations ?

Je vous prie de plus , d'observer qu'il est impossible que la loi condamne ce qui entre nécessairement dans le plan d'un gouvernement sage & attentif à se procurer sur chaque objet le plus de lumières qu'il est possible : or tel est le cas où la loi se trouve à l'égard des Commissions dont il s'agit. Les occupations multipliées des Ministres & les détails presque infinis de leurs départements , ne leur permettent pas de se livrer à ceux qu'exige une opération nouvelle & difficile , qu'il est important d'entreprendre ; il faut donc bien alors que le Souverain leur associe , pour cet objet , des personnes de son Conseil , qui recueillent les mémoires , fournissent les éclaircissements , indiquent les moyens , discutent les avantages & les inconvénients , &

concourent ainsi à préparer la loi qui doit procurer le bien qu'on a en vue : loi qui après avoir été proposée & rédigée dans les Conseils , reçoit enfin dans les Tribunaux le sceau de l'enregistrement & comme le complément de la sanction publique : il faut bien encore que ces Associés ou Commissaires aient toute l'autorité que leur Commission exige , & sans laquelle ils ne pourroient remplir les vues du Souverain qui leur a donné sa confiance ; & je ne vois pas sur quel fondement on pourroit croire que cette autorité est contraire aux principes de la constitution Monarchique , puisqu'elle ne participe en aucune manière au pouvoir de juger , & qu'elle tient essentiellement à l'administration dont le Souverain a droit de diviser les détails , suivant les besoins de l'Etat & l'importance du bien qu'il se propose.

Gardons-nous donc , mon Révérend Pere , d'attribuer les Commissions dont il s'agit , à l'aveugle despotisme ou à une surprise faite à la religion du Prince ; elles sont uni-

quement l'ouvrage de la sagesse , & peut-être le seul moyen qu'elle puisse inspirer au Souverain pour réformer efficacement les abus de toute espèce , & procurer à ses peuples un bien exempt de toute injustice & propre à réunir tous les suffrages.

Je n'ai pas certainement besoin d'appuyer par des autorités une administration qui a pour elle le témoignage même de l'évidence ; s'il m'étoit permis toutefois de citer de grands hommes , sans l'aveu des héritiers de leurs noms & de leurs talents , je pourrois vous opposer , dans l'affaire présente, les deux plus grands Magistrats de ce siècle , & les plus zélés pour l'observation des loix ; je pourrois vous prouver par des pièces aussi authentiques que décisives , qu'ils pensoient qu'on devoit supprimer les petits Monastères , porter jusqu'à vingt Religieux la Conventualité de chaque Maison , & y procéder par l'établissement d'une Commission.

Il n'y a donc rien d'illégal dans la Commission établie par l'Arrêt du

CONVENTUALITÉ. 45

Conseil du 23 Mai 1766 , rien qui soit propre à allarmer les bons citoyens. Mais si cela est , vos plaintes ne peuvent tomber que sur la manière de procéder : vous convenez cependant que les Lettres que vous en avez reçues sont pleines de témoignage d'estime & de bienveillance ; vous convenez que ces Lettres ne sont que l'exécution des ordres du Souverain la plus décente & la plus modérée ; & vous n'avez garde de penser , comme l'Auteur d'un misérable Libelle , qu'un Religieux peut en sûreté de conscience & doit même y désobéir , ainsi qu'aux derniers Arrêts émanés du Conseil de Sa Majesté.

Grand Dieu ! dans quels temps sommes-nous venus , pour qu'un Religieux ose avancer publiquement un principe aussi pervers & dont les suites seroient si funestes ! & se peut-il qu'il se trouve parmi nous des freres assez infideles à leur vocation pour aimer mieux devenir des sujets rebelles que de cesser d'être des Cénobites relâchés ! Il nous convien-

droit bien après cela , si nous pouvions nous oublier jusqu'à adopter une pareille décision , de vanter notre respect pour les Loix , & notre fidélité inviolable pour nos Maîtres.

Il est sans doute permis aux Tribunaux , c'est même pour eux une obligation sainte & étroite , de réclamer l'observation des formes : mais un sujet , un particulier , s'il est fidele , ne sçait qu'obéir ; & c'est la premiere fois qu'est sortie de l'école de saint Benoît cette proposition étrange & scandaleuse , qui érigeant chaque particulier en juge des formes essentielles , autorise , sous le vain prétexte de leur violation , le mépris des ordres les plus précis , & la révolte même contre le Souverain.

Je sçais , mon Révérend Pere , que vous partagez en ce moment ma douleur & mon indignation , & que vous avez été un des premiers à vous élever contre le Libelle & contre l'étrange décision qu'il renferme ; mais vous ne pouvez vous accoutumer à voir détruire par de simples Arrêts du Conseil des établissemens

anciens & revêtus de Lettres-Patentes enregistrées ; & cette considération suffit pour vous rendre suspect & odieux tout l'ouvrage de la réformation.

Je pourois d'abord vous dire : D'où savez-vous qu'on se contentera pour tous les Ordres Religieux de simples Arrêts du Conseil ? L'Arrêt qui les regarde tous , n'annonce que des vues générales ; il n'indique aucune forme particulière de procéder ; & ne seroit-il pas possible qu'on suivît pour nous une autre marche que celle qui a été suivie pour la Congrégation de Saint-Maur ?

Je pourois-vous dire ensuite : Est-il bien certain que tous les établissemens de cette Congrégation sont revêtus de Lettres-Patentes enregistrées ? Prenez-y garde , mon Pere , il n'en est pas d'elle comme de notre Ordre & de quelques Ordres anciens : depuis cent cinquante ans nous n'avons fait aucune acquisition ; & si quelqu'un de nos établissemens a manqué dans son origine des formes nécessaires , elles ont été suppléées

par la Déclaration de 1666. Mais au temps de cette Déclaration, ou au moins trente ans auparavant, époque fixée par cette loi & après laquelle elle exige l'observation rigoureuse des formes usitées dans le Royaume, la Congrégation de Saint-Maur ne possédoit qu'un très-petit nombre de Maisons, & une Déclaration postérieure lui défend, ainsi qu'à toutes les autres réformes, d'entrer dans aucun Monastère, sans y être autorisé par des Lettres-Patentes bien & dûment enregistrées : or est-il bien certain que parmi cette multitude d'établissements que possède la Congrégation de Saint-Maur, il n'y en ait aucun dans lequel elle ait négligé de se conformer aux loix & conditions qui lui ont été prescrites pour rendre ses acquisitions légitimes ? Est-il sans exemple qu'on ait réclamé les loix en faveur d'un bien usurpé ? & seroit-il impossible que cette Congrégation, dans la crainte de perdre ce qu'elle possède, invoquât des formes qu'elle a peut-être dédaignées lorsqu'il a été question d'acquérir ?

Je

Je pourrois vous dire , enfin , que la suppression définitive n'est pas même ordonnée par les Arrêts qui regardent cette Congrégation , & que cette suppression n'aura lieu qu'en vertu d'une procédure canonique , soumise à la prudence des Evêques & revêtue ensuite de Lettres-patentes enregistrées : mais tout cela ne feroit peut-être qu'une foible impression sur votre esprit prévenu. Quelques Maisons de la Congrégation de Saint Maur sont déjà vidées ; & cette suppression , quoique provisoire , suffit pour vous alarmer : vous ne voulez admettre aucune distinction entre les autres Ordres & celui de S. Maur , & sa cause vous paroît être celle de tous les Religieux François. Si je parviens donc à prouver que les formes n'ont point été violées dans les Arrêts qui concernent cette Congrégation , & que la conduite qu'on a tenue à son égard est pleine de sagesse & de modération , j'aurai arraché une partie des traits qui vous déchirent , & disposé votre ame à recevoir des sentiments

C

plus justes & des idées plus confortantes.

Le premier Arrêt , concernant la Congrégation de S. Maur , est du 6 Juillet 1766. Son objet n'étoit point de supprimer des Monasteres , mais de rétablir l'ordre , la paix & la discipline dans une Congrégation agitée par des dissensions domestiques & à la veille d'éprouver la scission la plus funeste.

Ce n'est point ici le lieu d'examiner tous les articles de cet Arrêt & d'en justifier la sagesse ; je m'arrête uniquement à celui qui a rapport à la question présente , & par lequel il est ordonné au Chapitre prochain de régler désormais la résidence des Religieux , de manière qu'il y en ait au moins dix dans chaque Monastere.

Cet ordre , dont vous ne pouvez contester la justice & l'utilité , n'avoit besoin ni de Lettres patentes ni d'enregistrement ; il n'étoit que l'exécution de l'Edit de 1680 , celle des saints Décrets & des Bulles des Papes , &

CONVENTUALITÉ. 51

plus particulièrement encore celle des Loix de la Congrégation de S. Maur. Ces Loix venoient d'être mises sous les yeux du Souverain : il savoit d'ailleurs que presque tous les concordats , en vertu desquels cette Congrégation est entrée dans les anciens Monasteres , portent qu'elle y entretiendra au moins le nombre de Religieux prescrit par ses Constitutions ; il voyoit en même-temps que cette condition n'étoit point remplie & que la plupart des Maisons n'étoient composées que de quatre ou cinq Religieux , qui ne pouvoient ni célébrer l'Office avec la dignité qu'exige le Culte divin , ni pratiquer avec fidélité les différentes observances de la Vie monastique. Or , pensez-vous , mon Révérend Pere , qu'il fallût une nouvelle loi pour rappeler cette Congrégation à l'exécution de ses engagements ? & le Souverain a-t-il besoin , pour faire observer des loix déjà établies , des mêmes formes qui ont été nécessaires à leur Etablissement ?

Il n'appartient sans doute qu'à ceux

C ij

qui ont assisté au Chapitre de Saint Maur d'être parfaitement instruits de tout ce qui s'y est passé au sujet de la Conventualité ; mais à en juger par les Arrêts rendus après la tenue du Chapitre , il faut que cette Congrégation , après avoir comparé le nombre de ses Religieux avec celui de ses Monasteres , se soit crue dans l'impossibilité d'établir dans chacune le nombre des Religieux qui lui étoit prescrit par ses Constitutions & par le Souverain ; il faut qu'en conséquence elle ait délibéré de vider un certain nombre de maisons , & de ne donner des obédiences à ses Religieux que pour celles qu'elle croyoit devoir conserver.

Quelle conduite prescrivait la sagesse au Souverain d'après cette délibération ? Devoit-il l'approuver sans examen & y imprimer aussi-tôt le sceau de son autorité par des Lettres Patentes portées à l'enregistrement ? Mais il n'étoit pas évident que la Congrégation de Saint Maur se fût conduite dans le choix des maisons par des vues exemptes de

reproches & entièrement religieuses ; on pouvoit croire qu'en se déterminant en faveur des maisons qu'elle occupoit dans les villes , elle n'avoit assez réfléchi ni sur l'inutilité de plusieurs Monasteres du même Ordre réunis dans le même lieu , ni sur les avantages que ses maisons répandues dans les campagnes y pourroient produire ; on l'accusoit même , car il ne faut rien dissimuler , d'avoir abandonné des maisons bien bâties , régulières , édifiantes , pour en conserver qui étoient près de s'écrouler , & que leur position rendoit plus propres à la dissipation , qu'à la pénitence & à la retraite ; on ne pouvoit donc autoriser définitivement les délibérations du Chapitre de Saint Maur sans s'exposer à consacrer des vues contraires au bien de l'Etat & à celui de la discipline Monastique : mais d'un autre côté , il eût été impossible de conserver tous les Monasteres supprimés par cette même délibération : le Chapitre n'y avoit envoyé ni Religieux ni Supérieurs , & l'administration du temporel étoit

entre les mains des Supérieurs des Monasteres voisins ; on ne pouvoit donc maintenir les maisons supprimées , sans renverser toute l'économie des délibérations du Chapitre ; ç'eût même été se déclarer le protecteur des désordres & des abus inséparables des petites Communautés , & porter atteinte à la première & à la plus sainte des loix Monastiques , qui est celle de la régularité.

J'avoue que le Gouvernement eût pu dire à la Congrégation de Saint Maur : « On ne cherche point à vous » dépouiller , mais il faut que le bien » se fasse : on n'examine pas si c'est » par votre faute ou par une suite » de l'esprit du siècle ou du malheur » des temps que vous êtes dans l'im- » possibilité de remplir vos engage- » ments dans tous les Monasteres que » vous occupez ; mais cette impos- » sibilité une fois prouvée , trouvez » bon qu'on vous enleve une partie » de vos maisons , & que d'autres » Religieux vous y remplacent , » comme vous y avez remplacé

» vous-même autrefois ceux qui y
» étoient établis avant vous : on
» vous laisse le choix des maisons
» que vous préférez de conserver ;
» mais ce choix une fois fait , il ne
» vous reste aucun droit sur les
» maisons abandonnées : elles retour-
» nent à l'Eglise & au Diocèse de
» qui vous les teniez , à qui elles
» n'ont jamais cessé entièrement
» d'appartenir , & qui ont droit
» d'exiger qu'on y place des Ceno-
» bites assez nombreux pour être
» Réguliers , ou qu'on en applique
» les fonds à d'autres œuvres pieuses
» & propres à procurer le soulage-
» ment ou le bien spirituel des peu-
» ples au milieu desquels elles ont
» été fondées.

Ce langage eût été celui d'une Justice rigoureuse ; mais le Souverain n'a écouté que celui de sa bonté ; il n'a point voulu qu'on dépouillât la Congrégation de Saint Maur de la partie de ses possessions à laquelle elle renonçoit elle-même ; il a espéré qu'un meilleur régime & des temps plus heureux y rameneroient le bon

ordre , & avec le bon ordre une augmentation de sujets assez grande pour remplir peut-être un jour une partie des maisons abandonnées ; il s'est donc contenté de maintenir , par une suppression provisoire , la Loi sacrée de la Conventualité ; & au cas qu'une suppression définitive devienne nécessaire , il a remis à ce moment à fixer l'état des Monasteres qui devront être supprimés.

Si la délibération du Chapitre de Saint Maur eût été sans exécution , le désordre eût continué à être extrême dans les petits Monasteres ; mais si cette délibération eût eu une exécution définitive , il étoit à craindre qu'on n'eût supprimé les maisons qui devoient être conservées , & conservé celles qui devoient être supprimées ; la sagesse demandoit donc qu'on se contentât de rendre un Arrêt provisoire , un Arrêt du nombre de ceux qui ne sont jamais revêtus de Lettres - Patentes , mais qui les annoncent & les préparent , qui cesseroient en même-temps d'être sages & de produire l'effet qu'on en attend ,

si on se hâtoit de les rendre irrévocables en les marquant du sceau de la Sanction absolue.

Telle est , mon Révérend Pere , l'idée que je me suis faite des Arrêts rendus pour la suppression d'un certain nombre de Monasteres dans la Congrégation de Saint Maur ; & j'ai cru en trouver la preuve & la justification dans les termes mêmes de ces Arrêts , dans l'exception qui y est faite en faveur de cinq maisons que le Chapitre de Saint Maur avoit jugé à propos de supprimer , dans les précautions qui y sont prises pour l'acquit des fondations , dans celles qu'on y ordonne pour la conservation des édifices & des lieux réguliers , dans l'esprit de Religion & de modération qui s'y fait sentir , pour ainsi dire à chaque ligne , & que la prévention la plus décidée ne sauroit s'empêcher d'y reconnoître.

Je fais , mon Révérend Pere , que je puis me tromper dans mes conjectures , & je demande humblement pardon au Monarque chéri qui nous gouverne , si j'ai osé interroger ses

C v

ordres & en pénétrer les motifs : mais si j'ai bien vu , comme je crois pouvoir m'en flatter , s'il est vrai que les ordres dont vous paroissez allarmé ne soient que provisoires , seriez-vous excusable d'en faire encore l'objet de vos craintes , & ne devriez-vous pas au contraire les considérer comme autant de garants de l'observation des regles & des formes pour les Arrêts définitifs qu'ils annoncent ?

J'ignore si tous ceux qui réclament avec tant de chaleur ces regles & ces formes , seront satisfaits ou affligés lorsqu'ils les verront remplies ; mais vous , mon Révérend Pere , dont les intentions sont si droites & qui ne soupirez qu'après le moment où la discipline régulière reprendra dans nos maisons sa première vigueur ; vous qui ne désirez l'observation des regles dans la réforme projetée , que pour qu'elle soit plus solide & exempte de tout reproche , au-lieu de vous livrer à des craintes mal fondées , ouvrez votre ame à la joie & à la douce espérance ; croyez que notre Religieux

Monarque ne laissera pas son ouvrage imparfait , que son affection pour l'état Monastique ne se prêterait jamais aux atteintes qu'une politique profane voudrait peut-être lui porter , qu'il donnera enfin au rétablissement de la Conventualité toute la Sanction que les Loix du Royaume exigent , & sans laquelle je regarderois comme incertain & peu durable le plus grand bien que sa sagesse puisse procurer aux Ordres Religieux.

Je me suis étendu sur la justification des Arrêts du Conseil & de la Commission , parce que j'ai cru m'apercevoir qu'on vous avoit donné sur ces deux points les préventions les plus injustes & les plus propres à jeter le trouble dans votre ame ; peut-être trouverez - vous aussi de l'amertume & même de la dureté dans ma manière de défendre une bonne cause ; mais vous pardonnerez à un Solitaire blanchi dans la retraite de ne pas connoître toutes les bienfaisances du langage ; vous avez daigné me consulter ; j'ai cru devoir la vérité toute entière à votre con-

fiance , & vous savez si ma franchise a jamais affoibli mon respect pour votre place & pour votre personne.

Je terminerai cette Lettre par la discussion rapide de quelques difficultés auxquelles vous paroissez à la vérité faire moins d'attention , mais que je ne dois pas laisser sans réponse , afin qu'il ne reste ni doute ni nuage dans votre esprit.

Vous craignez que la suppression des petits Monasteres ne rende la vocation à l'état Religieux plus rare encore qu'elle ne l'est aujourd'hui ; je conviens qu'elle nous fera perdre tous ceux qui n'étoient attirés parmi nous que par l'espérance de mener une vie molle & oisive dans nos petites communautés ; je conviens que les ames vicieuses craindront désormais de contracter dans le Cloître des engagements qui ne seront plus illusoires , & qu'une réforme sévère les forcera de remplir ; je conviens que des parents inhumains & ambitieux auront moins de moyens de séduction pour entraîner dans l'état

Monastique des enfants crédules , & que le Ciel appelloit à un autre genre de vie ; mais , mon cher Pere , sont-ce là les sujets dont il est utile que les Monasteres se remplissent , & de pareilles pertes ne sont-elles pas un gain aux yeux de la Religion ? Les seuls sujets qu'il nous soit permis de regretter , sont ceux que la piété eût conduits dans nos Retraites pour y chercher la perfection Evangélique , & un asyle contre la corruption du siecle : mais , mon Pere , connoîtriez-vous assez peu le Ciel , la grace , le cœur humain , pour croire que la réforme puisse éloigner de pareils sujets de nos Monasteres ? ne seroit-elle pas plutôt un charme puissant pour les y attirer ?

Plusieurs Noviciats , dites-vous , sont déserts depuis l'établissement de la Commission : ils le seroient peut-être également quoique la Commission n'eût pas été établie : mais si la Commission a produit cet effet , elle n'a fait que suppléer à la défense qu'on auroit dû peut-être faire

à tous les corps Monastiques de recevoir des Novices , jusqu'à ce qu'on eût mis la dernière main à la réforme dont on s'occupe.

Lisez le Plaidoyer de M. Talon , Avocat-Général , au sujet de la réformation des quatre Ordres Mendiants , & vous y verrez en propres termes que « toutes sortes de desseins » & de pensées de réforme sont inutiles , si dans les maisons où on veut l'introduire on y reçoit des Novices , jusqu'à ce qu'elle ait été entièrement consommée.

C'est d'après ce principe que le Parlement de Paris , dans l'Arrêt du 4 Avril 1667 , rendu au sujet de cette même réformation , « fit , sous » le bon plaisir du Roi , très expresse » inhibitions & défenses à tous Provinciaux & Supérieurs desdits Ordres de quatre Mendiants , de recevoir des Novices dans leurs maisons & Monasteres depuis la signification qui sera faite du présent Arrêt , & jusqu'à ce qu'autrement en ait été ordonné , sous

» peine de désobéissance, & d'être
» procédé extraordinairement contre
» les contrevenants.

Ne croyez pas au - reste que le
Parlement, en faisant une pareille
défense, ait blessé les droits de l'Eglise
& choqué l'esprit des saints Canons ;
car sans parler du droit qu'a le Sou-
verain d'interdire tout Monastere où
il est évident que la regle n'est point
observée, la défense dont il s'agit
fut confirmée & renouvelée par
Clément IX, dans son Bref du 28
Septembre 1668, donné au sujet de
cette même réformation. « Nous
» voulons, dit le Souverain Pontife,
» que tant que ladite délégation du-
» rera, tous les Noviciats desdits
» Ordres soient fermés, & qu'on s'y
» abstienne d'admettre des Novices
» à l'habit régulier. (a)

(a) Ceterum volumus ut durante delega-
tione hujus modi, in quibusvis Conventibus
& Domibus Novitiatus prædictarum Provin-
ciarum supersedeatur ab admittendis ad ha-
bitum Regularem Novitiis, qui finita eâdem
visitatione admitti poterunt. *Bref de Clément
IX, du 28 Septembre 1668.*

Le Souverain eût donc pu ; à l'exemple des Papes & de ses prédécesseurs, défendre à tous les corps Monastiques de recevoir des Novices jusqu'à ce que la réforme dont on s'occupe eût obtenu son entière exécution ; de sorte que ce que vous appelez un mal causé par la réforme n'eût pu être que l'effet d'une Loi sage & consacrée par les exemples les plus respectables ; mais est-il bien vrai que la réforme soit cause que plusieurs Noviciats sont déserts ? Je ne vous soupçonne pas d'être l'auteur de cette assertion ; mais j'ai tout lieu de croire que ceux qui l'ont avancée les premiers ont moins cherché à dire une vérité qu'à prévenir les âmes pieuses contre une entreprise dont ils redoutent l'exécution.

Ce qu'il y a au moins de certain, c'est que je connois une Abbaye célèbre où il n'y avoit qu'un ou deux Novices avant l'établissement de la Commission ; & on en compte maintenant plus de trente : une population si subite n'est pas difficile à expliquer : on ne

recevoit des Novices dans cette Abbaye qu'à prix d'argent, & cet usage si expressement condamné par l'Evangile & par les Saints Canons devoit nécessairement réduire à un très-petit nombre les sujets qui se présentoient pour être admis; mais à peine la Commission a-t-elle été établie, que la cupidité s'est crue intéressée elle-même à suspendre le trafic honteux qu'elle faisoit des vœux Monastiques; on a craint d'encourir la peine portée contre les Monastères dépeuplés: on s'est donc hâté d'avoir des Novices; au-lieu de rebuter comme auparavant les sujets par des demandes pécuniaires, ou même par des manières dédaigneuses, on s'est étudié à leur faire l'accueil le plus obligeant; on a été jusqu'à les rechercher, peut-être même faut-il fermer les yeux sur les moyens dont on s'est servi pour les attirer.

Il n'est pas sans doute à désirer qu'un motif aussi profane contribue à la population des Maisons Religieuses: malheur à l'état Monastique, lorsqu'une lâche & aveugle

facilité en ouvrira l'entrée ! car c'est alors que les Monasteres deviendront les asyles du vice & de l'ignorance ; c'est alors que nous ne serons plus aux yeux de nos concitoyens qu'un assemblage hideux & dégoûtant de tout ce qu'il y a de vil & d'abject dans la Nation ; c'est alors véritablement que nous toucherons au moment de notre ruine : eh ! qu'importe que nous soyons très nombreux ou en petit nombre , répandus en beaucoup d'endroits , ou réunis dans un seul , pourvu que rien ne nous manque de ce qui peut nous rendre de bons & de saints Religieux ? La régularité : voilà notre véritable & unique appui : tout le reste doit être sacrifié à cet objet principal ; tout le reste n'est qu'un amas de roseaux fragiles , qui ne peut soutenir notre foiblesse. Lorsque nous paroîtrons devant le souverain Juge , il ne nous interrogera ni sur le nombre des établissemens de notre Ordre , ni sur celui des Freres dont il est composé , mais sur celui de nos bonnes œuvres : je bénirai le Ciel

lorsqu'il nous enverra des sujets nés pour la vertu , pour la retraite & pour les observances régulières ; mais je ne voudrois point qu'on en reçût des mains de la mollesse & de l'oisiveté ; je ne voudrois point que l'ambition & la misere nous amenassent des victimes ; je renonce de bon cœur aux vocations fausses , passagères & contraintes , & si c'est de celles-là que la suppression des petits Monasteres doit nous priver , je regarde cette suppression comme un bienfait inestimable & digne de toute notre reconnoissance.

Vos craintes ne se bornent point à la dépopulation : elles tombent encore sur la perte de nos biens , que vous regardez presque comme inévitable : la suppression des petits Monasteres ne vous paroît qu'un prétexte imaginé par la cupidité , pour nous dépouiller d'une manière plus sûre & moins révoltante ; & vous croyez déjà voir la main du ravisseur étendue sur nos possessions & se disposant à nous arracher avec violence le patrimoine de nos peres.

Mais premièrement , pourquoi pensez-vous qu'on nous prépare un traitement plus rigoureux qu'à la Congrégation de Saint Maur ? c'est sans contredit la plus riche des Congrégations , celle en même-temps qui fournit au gouvernement le plus de prétextes pour autoriser une diminution dans ses biens : cependant montrez-moi celui de ses Monasteres , celle de ses possessions dont elle ait perdu la propriété.

Mais quand même nous viendrions à perdre quelque portion de nos biens, est-il bien certain que nos plaintes fussent légitimes ? Toutes les Maisons Religieuses ont-elles des droits également bien fondés , & n'y en a-t-il aucune qu'on ne puisse dépouiller sans injustice ? Je puis certainement me glorifier d'avoir pour mon Corps l'attachement le plus vif & le plus sincere ; je puis même assurer que ses intérêts temporels me sont aussi chers que des intérêts temporels peuvent l'être ; si néanmoins quelqu'un venoit me proposer les questions suivantes , & qu'il me dit : « Trouvez-vous qu'il

CONVENTUALITÉ. 69

» soit juste que ce qui a été donné
 » pour l'entretien de trente Religieux
 » soit consommé par quatre ou cinq ;
 » que les Ministres d'une œuvre pieuse
 » absorbent tout ce qui appartient à
 » cette œuvre, qu'un Monastere à
 » qui une Cure a été réunie, pour
 » le mettre en état d'entretenir douze
 » Chanoines Réguliers, continue à
 » jouir du revenu entier de cette
 » Cure, lors même qu'il n'est habité
 » que par un seul Titulaire, qui ne
 » mene ni la vie Canoniale ni la
 » vie régulière ? » Je vous avoue que
 j'aurois bien de la peine à répondre
 que cela est juste : il me semble
 au contraire que je ne pourrais ,
 sans blesser la raison & l'honnêteté ,
 soutenir qu'on a droit de tout con-
 server, lorsqu'on se dispense de tout ,
 lorsqu'on porte l'oubli de la justice
 & de soi-même jusqu'à ne remplir
 aucun des engagements stipulés dans
 l'acte de donation ; & si quelqu'un
 oseroit étayer cet étrange paradoxe
 du saint Nom de Dieu & de la
 Religion , je serois tenté de croire

qu'il se joue de tout ce qu'il doit respecter.

Je demanderai sans doute aux Puissances de la terre qu'on ne touche point à notre patrimoine, & au Ciel qu'il nous fasse la grace de n'en jamais abuser; mais dans les vœux que je fais pour notre temporel, je me garderai bien de confondre des richesses dangereuses & inutiles à notre conservation, avec le nécessaire qui nous est dû & sans lequel notre ruine seroit inévitable; je me garderai bien d'estimer le nécessaire mille ou douze cents livres par tête, comme on ose l'estimer dans certaines Congrégations, & de croire que la subsistance d'un simple Religieux doit être plus chère que celle d'un Curé, qui porte le poids du jour & de la chaleur, & que son ministère oblige d'assister les pauvres & les malheureux: je me souviendrai au contraire que j'ai renoncé à tous les biens de ce monde; que l'opulence est dans mon état un oubli des règles, un renversement de l'Ordre,

& une sorte de contradiction avec mes engagements; que tout luxe, toute superfluité me sont interdits; qu'un Religieux, selon Saint Bernard, doit être content dès qu'il est nourri & vêtu (a), & que peu importe qu'un Monastere soit ou ne soit pas riche, puisque ceux qui le composent se dévouent par serment à la pauvreté la plus entière & la plus rigoureuse.

Je suis bien assuré que le Gouvernement ne cherche point à nous dépouiller; mais quand même il le feroit, je ne me croirois point autorisé à le décrier par l'amertume de mes plaintes; je serois même peu touché de cette injustice, si je voyois d'ailleurs les Religieux entretenus, les pauvres soulagés, les fondations acquittées & l'Eglise également servie: je serois sur-tout bien éloigné de croire que ma condition fût devenue malheureuse, ou que je serois moins en état de remplir mes

(a) Habentes alimenta & quibus tegamur, his contenti simus. *S. Bern.*

obligations, parce que mon Couvent ne seroit plus aussi riche ; & si quelque chose m'affligeoit dans cette occasion , ce ne seroit pas la perte de nos biens , mais l'abus qu'on en pouroit faire , ou l'intention peu chrétienne de ceux qui nous auroient dépouillés.

Eh ! pourquoi regretterois-je des richesses qui nous ont amollis & corrompus, qui nous ont rendu un objet d'envie pour tous les gens du siècle , qui ont attiré tant d'orages sur nos saintes retraites ! Que de Nations au milieu desquelles nous serions encore , si nos Monasteres eussent été moins riches ? Que de troubles & de déchirements épargnés à l'Eglise, si nous n'avions offert à la cupidité & à l'ambition, des terres, des trésors, des possessions immenses à envahir ! je dirois donc volontiers à nos ennemis au nom de tous les bons Religieux : » Si vous êtes jaloux
» de nos biens , nous le sommes
» encore plus de notre sanctification ,
» vous ne pouvez certainement nous
» dépouiller sans porter atteinte au
» premier

» premier & au plus saint des droits
» qui est le droit de propriété ; sça-
» chez néanmoins que nous baïse-
» rons avec reconnoissance vos mains
» injustes , si en nous remettant dans
» l'état de pauvreté des anciens Soli-
» taires , vous nous rendez en même-
» temps leur amour pour le travail
» & pour la retraite , les faveurs du
» Ciel & l'estime des peuples.

Vous qui craignez que l'état Monastique ne tombât en ruine , si on venoit à le dépouiller de la partie superflue de ses revenus , avez-vous trouvé dans les annales de l'Eglise un seul Monastere Régulier dont la pauvreté ait amené la destruction ? Des Solitaires fideles au travail des mains & à tous les devoirs de la mortification chrétienne peuvent-ils manquer en aucun temps , je ne dis pas seulement de ce qui est nécessaire à leurs besoins , mais même d'une honnête subsistance ? Mon Pere , si nous sommes Réguliers , nous aurons toujours assez de bien ; & nous en aurons toujours trop , si nous ne le sommes pas.

D

Vous craignez enfin que l'autorité du Saint Siège & celle des Evêques ne soient compromises dans la suppression des petits Monastères, soit qu'on la considère en elle-même, soit dans la manière dont elle semble devoir s'exécuter.

De pareilles allarmes sont certainement respectables ; elles ne sont pas du moins souillées par le vice de l'intérêt personnel : on ne peut douter que votre amour pour la Religion ne leur donne dans votre âme plus de force & d'activité qu'à tous les autres objets de vos craintes . . . Mais ces allarmes sont-elles également sincères dans tous ceux qui paroissent les partager avec vous, ou qui même vous les ont inspirées ?

Je ne cherche point à lire dans les cœurs ; mais qu'il me soit permis de juger des sentimens par les actions, & de me défier de tout attachement que je verrai démenti par la conduite : si ceux d'entre nos frères qu'on a vus dans tous les temps soumis au Saint Siège, pleins de respect pour les Evêques, & attentifs à ne

CONVENTUALITÉ. 75

rien faire qui pût les offenser ou même leur déplaire, reclamoient dans l'affaire présente les droits du Souverain Pontife, je n'aurois garde de soupçonner la sincérité de cette réclamation, & je ferois l'éloge de leurs allarmes, même en cherchant à les dissiper.

Mais si ceux qui publient avec tant de chaleur & d'affectation que la réforme projetée est un outrage fait à l'autorité du Saint Siege, étoient ceux-là mêmes qu'on a vus s'élever contre les décrets du Saint Siege, braver les anathêmes & lui disputer son autorité; si ceux qui veulent nous persuader qu'ils ne rejettent la réforme, que parce qu'elle leur paroît blesser les droits de l'Episcopat, étoient ceux-là mêmes qu'on a vus affliger l'Episcopat par leur indocilité, par des entreprises sur les droits, même par des libelles & des satires: ah! mon Pere, de pareils hommes seroient-ils fondés à exiger qu'on ajoutât foi à leurs allarmes, ainsi qu'à l'attachement qu'ils témoigneroient pour Rome & les premiers

D ij

Pasteurs ? & ne feroit-on pas tenté de croire que c'est la fausseté qui vient au secours de l'indiscipline ?

Ne dissimulons rien, mon Révérend Pere, on nous accuse depuis longtemps, & cette accusation n'a pas toujours été injuste, de ne vouloir recevoir des loix que de nous-mêmes, de recourir à Rome, quand nous craignons l'Episcopat, & de recourir à l'Episcopat, quand nous craignons Rome ; d'opposer aux Evêques nos exemptions, & aux Souverains Pontifes les libertés de l'Eglise Gallicane, & de parvenir, à la faveur de cette artificieuse politique, à ne dépendre ni des uns ni des autres : n'en feroit-il pas de même aujourd'hui de quelques-uns d'entre nous ? Ils se jettent entre les bras de Rome, parce que l'autorité Royale se propose de les rappeler à la sainteté de leurs engagements : si Rome vouloit les réformer à son tour, ils appelleroient de ses décrets à l'autorité Royale ; & que peut-il résulter d'une pareille conduite ? sinon que toute réforme leur est odieuse,

qu'ils ne font pas plus de cas de la cause du Saint Siege que de celle de nos libertés , & qu'ils peuvent tout sacrifier , hormis leurs abus & les différents objets de leur relâchement.

Croyez-vous d'ailleurs , mon Révérend Pere , que le Saint Siege puisse être sensible à ces témoignages équivoques d'une déférence passagere ? croyez-vous sur-tout qu'il applaudira à l'imprudence des ces enfants infidèles de Saint Benoît ; qu'on m'a assuré avoir imploré sa protection contre les ordres de leur Souverain, & s'être ainsi efforcés de jeter un germe de discorde entre les deux Puissances ? N'en doutez pas , mon Révérend Pere , le Saint Siege distinguera les vues qui ont leur source dans l'intérêt personnel, de celles dont l'amour des regles & de la Religion est le principe ; il n'accueillira point des plaintes dont la seule indécence annonce l'injustice ; & bien loin de favoriser des Cénobites inquiets & infideles à leurs engagements , il conjurera notre Religieux Monarque

D iij

d'achever son ouvrage, en leur imposant l'obligation de devenir meilleurs.

C'est en effet ce que nous devons attendre de la piété éclairée du Souverain Pontife ; la réforme projetée ne porte aucune atteinte à ses droits non plus qu'à ceux des Evêques : le Roi, comme protecteur de l'état Monastique a droit d'en faire observer les Loix, de rétablir le bon ordre dans tous les Couvents de son Empire & d'en retrancher tout ce qui s'y oppose à la régularité : à l'égard des unions, si l'autorité Civile n'en prononce pas par elle-même les décrets, elle juge du moins s'ils doivent avoir lieu : dans plusieurs cas elle les ordonne, & dans aucun ils n'ont de force qu'autant qu'elle les confirme.

Vous observerez d'ailleurs qu'il n'en est pas d'une manse conventuelle comme d'un bénéfice : en la supprimant, on ne supprime aucun titre ; & je ne vois pas ce qu'il pourroit y avoir de purement spirituel dans les unions qui concernent ces établisse-

CONVENTUALITÉ. 79

ments. Vous ne disputez pas au Souverain le droit de supprimer dans ses Etats un Ordre Religieux, lorsque le bien public le demande ; il peut donc de votre propre aveu détruire tous les établissemens de cet Ordre ; mais s'il peut les détruire tous, êtes-vous fondé à vous plaindre, lorsqu'il n'en supprime qu'un certain nombre, & que cette suppression lui est prescrite par l'obligation où il est de faire observer les Saints Canons & de maintenir la discipline Monastique : c'est de l'Eglise que nous tenons le nom de Religieux ; mais c'est du Souverain que nous tenons les fonds destinés à notre entretien ; & sa pieuse libéralité n'a pu lui faire perdre les droits que son autorité lui donne sur tous les biens possédés dans toute l'étendue de son Empire.

Enfin, puis-je vous dire encore, ces réunions sont forcées par les circonstances, & la première Loi qui les ordonne est celle de la nécessité. Si un Temple est près de s'écrouler, & qu'on ne puisse ni le réparer ni l'étayer, il faut bien

Div

qu'on se hâte de l'abattre entièrement. Nous sommes à la veille de laisser nos maisons désertes faute de sujets ; il faut bien nous déterminer à abandonner un certain nombre de maisons , ou au moins consentir qu'on les réunisse : je ne vois dans tout cela ni abus du pouvoir , ni entreprise sur la Jurisdiction Ecclésiastique ; je n'y vois que la preuve affligeante de l'état de dépérissement où nous sommes tombés , & de l'obligation triste , mais indispensable , où nous sommes de nous sauver par des sacrifices , du naufrage total dont notre foiblesse actuelle nous menace.

Ce n'est donc pas du Souverain , mais du malheur des temps & surtout de nous-mêmes que nous avons à nous plaindre : la sagesse de notre Monarque n'a eu en vue que notre bien ; & il n'y a pas jusqu'aux Arrêts dont vous paroissez si allarmé , qui ne portent l'empreinte de sa bonté & de l'intérêt qu'il prend à notre conservation.

J'aurois pu m'étendre davantage

sur son autorité dans les réformes & sur nos biens ; mais peut-être ne nous appartient-il pas d'approfondir de pareilles questions : contentons-nous , mon Pere , de ce qu'on veut bien nous offrir ; jouissons en paix des biens qu'on nous laisse , & n'allons pas par des murmures injustes , par des difficultés imaginaires , par des menées sourdes , encore moins par une résistance criminelle , avertir la puissance séculière qu'il est temps qu'elle examine ce qu'elle peut sur les Monasteres , & qu'elle use à notre égard & sans nul ménagement , de toute l'étendue de ses droits.

Tel est néanmoins le danger où des Religieux imprudents ou mal-intentionnés sont près de jeter l'état Monastique. Aveugles & inconfidérés , il semble qu'ils veuillent hâter & multiplier nos malheurs. Ah ! mon Pere , nos abus & notre relâchement ne suffisent que trop pour nous détruire ; faut-il y ajouter de fausses démarches , des propos téméraires , des libelles injurieux ? Accusés d'être de mauvais citoyens & de mauvais

D v

Religieux , n'allons pas mériter le reproche d'être de vils calomnieux.

Qu'il me soit encore permis de vous rapporter à ce sujet ce que j'ai ouï dire à l'homme éclairé & vertueux , dont je vous ai parlé dans ma premiere Lettre. Je lui ai communiqué la vôtre , & voici ce qu'il m'a répondu : » Je ne conçois point » vos Confreres ; je favois bien qu'ils » avoient dégénéré de leur premiere » ferveur ; mais je ne me doutois pas » qu'ils se trompassent sur ce qui peut » leur servir ou leur nuire : & je vous » avoue que leur défense me paroît » plus irréguliere encore que leur » conduite. S'ils connoissoient le siecle » & la nation devant lesquels ils ont » à se justifier , ils sauroient que ce » n'est ni par des terreurs affectées , » ni par des recriminations injustes , » ni par de vaines déclamations qu'on » les persuade : s'ils connoissoient les » intérêts de l'état Monastique , ils » sauroient que le premier de tous » est d'avoir des Communautés bien » composées , & le dernier d'en avoir

CONVENTUALITÉ. 83

» beaucoup ; & ils ne se mépren-
 » droient pas sur celui de ces deux in-
 » térêts qu'ils doivent abandonner ou
 » défendre. Une mauvaise cause se
 » perd sans ressource par les mau-
 » vaises raisons dont on l'appuie : il
 » faut être modeste , lorsqu'on a des
 » torts envers l'Eglise & envers l'E-
 » tat , & sur-tout ne point chicaner
 » sur les petits sacrifices que ces mê-
 » mes torts ont rendus nécessaires.
 » Voulez-vous que je vous apprenne
 » ce que produira votre prétendue
 » apologie ? elle achevera d'ouvrir
 » tous les yeux sur les abus qu'on
 » vous reproche , & vous convaincra
 » du plus grand de tous , qui est l'ob-
 » stination dans le relâchement : elle
 » soulevra la nation entière qui jus-
 » qu'ici ne vous avoit soupçonnés que
 » d'être inutiles , & qui commencera
 » à croire que vous pouvez être dan-
 » gereux : le Souverain y découvrira
 » avec une juste indignation, des preu-
 » ves de votre opposition constante
 » au bien qu'il se propose de faire :
 » Rome dédaignera d'accueillir des
 » plaintes dont vous aurez eu l'im-

» prudence de lui faire connoître les
» motifs profanes & intéressés ; &
» les Magistrats , bien loin de vous
» accorder une protection dont ils ne
» vous croiront plus dignes , seront les
» premiers à solliciter l'examen &
» la punition de vos abus.

» Je n'ai qu'un exemple à ajou-
» ter à ces affligeantes réflexions ;
» jetez les yeux sur la Société nou-
» vellement proscrite par le Gou-
» vernement , & qui paroît encore
» toute étonnée du sort malheureux
» qu'elle éprouve : on n'a songé sé-
» rieusement à la détruire que lorf-
» qu'elle a refusé de se prêter à tout
» projet de réforme ; & elle a tout
» perdu , précisément parce qu'elle
» n'a voulu rien perdre.

» J'ai entendu parler , m'a-t-il
» ajouté , de votre Supérieur Géné-
» ral , comme d'un homme de bien ;
» mais c'est pour cela même que j'ai
» de la peine à comprendre l'oppo-
» sition qu'il montre à la loi de la
» Conventualité : demandez-lui , la
» première fois que vous lui écrirez ,
» s'il sait ce que signifie le nom de

» Cénobite & de Monastere , & sur-
» tout s'il a lu dans vos Constitutions
» le Chapitre des charges & des em-
» plois ; vous m'avez dit , ce me sem-
» ble , qu'elles demandoient dans
» chaque Maison un Prieur , un
» Souprieur , un Procureur , un Cé-
» lérrier , un Sacristain , un Infir-
» mier , &c. &c. &c. Il faut donc
» au moins quatre Religieux dans
» chaque Maison pour en former le
» Régime : mais le Régime n'est pas
» la Communauté ; il la suppose :
» dans toute Société bien réguliere ,
» on distingue la partie qui gouverne
» de celle qui est gouvernée , & il
» est dans la nature des choses que
» celle-ci soit beaucoup plus nom-
» breuse que l'autre : s'il y a donc
» dans chaque Couvent quatre Reli-
» gieux qui commandent , il faut au
» moins qu'il y en ait six qui obéif-
» sent ; & si le contraire arrivoit ,
» cela seroit aussi absurde qu'un Ré-
» giment entièrement composé d'Of-
» ficiers , ou qui compteroit trois ou
» quatre Officiers pour un Soldat.

» Vous m'avez dit encore , que les
» emplois font parmi vous autant de
» dispenses ; & je n'ai point de peine
» à le croire : mais si cela est , je ne
» vois pas comment la Regle sera
» observée dans une Communauté
» composée uniquement de quatre
» ou cinq Religieux ; car il est visible
» que chaque Religieux y aura un
» emploi.

» Si votre Général ne se rend pas
» à ces deux raisons , il faut le prier
» de parcourir avec vous les diffé-
» rents devoirs de l'état Monastique ,
» & d'examiner de bonne - foi , s'ils
» peuvent avoir lieu sans une Con-
» ventualité nombreuse.

» Votre premier devoir est l'Of-
» fice public : mais l'Office suppose
» à l'Autel un Célébrant , deux Mi-
» nistres , deux Choristes , & deux
» ou trois Religieux de chaque côté
» du Chœur pour se répondre alter-
» nativement. Il faut donc au moins
» dix Religieux dans un Couvent ,
» pour qu'on y puisse faire l'Office
» avec une certaine décence , & en-

» core même faut-il supposer qu'au-
» cun de ces Religieux ne sera ni
» malade ni absent.

» Votre Regle vous ordonne de
» manger en commun ; mais suppo-
» sons dans une Maison composée de
» quatre Religieux , le premier ma-
» lade , le second absent , le troi-
» sieme invité , où sera la table com-
» mune ?

» La lecture vous est recomman-
» dée pendant tout le temps du re-
» pas ; mais si vous n'êtes que quatre
» ou cinq , comment suffirez - vous
» pendant toute l'année à un exercice
» aussi fatigant ?

» Il vous est défendu de sortir
» sans compagnon , & cette loi est
» certainement très - sage ; mais si
» vous n'avez à choisir ce compa-
» gnon qu'entre deux ou trois per-
» sonnes , vous en manquerez sou-
» vent , & il faudra vous résoudre à
» ne point sortir du tout , ou à en-
» freindre la loi.

» Il n'est pas jusqu'à la structure
» de vos Monasteres qui ne prouve
» & n'annonce une Conventualité

» nombreuse : jetez les yeux , pou-
» vez - vous dire à votre Supérieur-
» Général , sur cette quantité de cel-
» lules , sur ces vastes Eglises , sur
» ces grands réfectoires , sur ces en-
» clos immenses qu'on trouve dans
» la plupart de nos Maisons ; & ju-
» gez si tout cela n'a été fait que
» pour servir d'habitation à trois ou
» quatre Cénobites.

» Il faut croire pour l'honneur de
» nos Peres , qu'ils eurent des vues
» plus grandes & plus chrétiennes ,
» lorsqu'ils fonderent de si riches
» Monasteres ; & s'ils avoient pu pré-
» voir que les fonds immenses qu'ils
» laissoient , feroient un jour la proie
» de deux ou trois hommes oisifs &
» qui n'auroient de Religieux que le
» nom , je ne doute pas qu'ils n'eus-
» sent stipulé , qu'au cas qu'un pareil
» malheur arrivât , ces fonds seroient
» reversibles à leurs descendants & à
» leurs héritiers.

» Je conviens avec votre Supé-
» rieur-Général , qu'il est fâcheux
» d'abandonner des établissemens
» commodes & agréables ; mais il

CONVENTUALITÉ. 89

» feroit encore plus fâcheux de les
 » occuper au détriment de l'Eglise
 » & de l'état Monastique.

» Vous nous exhortez tous les jours
 » à faire des sacrifices pour assurer
 » notre salut & le repos de notre
 » conscience : permettez-moi de vous
 » prêcher à mon tour, & de vous faire
 » la même exhortation : vous vous
 » perdez dans les petites Communau-
 » tés , allez vous sauver dans les
 » grandes ; & le monde même vous
 » saura gré de votre courage.

» Vous avez des ennemis , & je
 » veux vous apprendre à les mortifi-
 » fier , & même à ne plus les crain-
 » dre : soyez vertueux & fideles à
 » votre Regle ; il faudra bien alors
 » qu'ils cessent de vous mépriser &
 » de vous nuire «.

Je me suis attaché jusqu'ici , mon
 Révérend Pere , à dissiper vos allar-
 mes , & je vais finir par vous faire
 part des miennes : vous craignez tout
 de la politique & de l'esprit du siè-
 cle , & moi je crains tout de nos
 abus & de notre relâchement : vous
 craignez que la réforme ne produise

notre ruine , & moi je crains qu'elle ne puisse la prévenir : je crains surtout qu'on ne puisse la faire aussi parfaite , aussi entiere qu'elle devoit l'être : car ce n'est pas assez de nous donner des loix sages , si on ne nous donne des cœurs droits & des ames pleines de zele pour leur sanctification ; il ne suffira pas d'arracher du milieu de nous de vieux scandales , des abus invétérés ; il faudra encore en faire disparoître le vieil homme : on peut nous rendre les loix , les usages , les pratiques de nos Peres ; mais qui nous rendra leur ardeur pour les mortifications , leur amour pour le travail & la retraite , leur constance & leur docilité ? Ah ! si la plaie de l'état Monastique étoit devenue incurable , & si nous ne pouvions plus supporter le joug de la discipline & le fardeau des devoirs que notre état nous impose , si le moment de la réforme étoit passé , & si la sagesse , après avoir essayé inutilement de nous rappeler à nos engagements , étoit enfin obligée de nous abandonner au torrent de notre corruption ;

c'est bien alors qu'il faudroit gémir ,
& attendre en tremblant la ruine en-
tiere des Sociétés Monastiques. Voilà
ma crainte , mon Révérend Pere ;
& fasse le Ciel qu'elle soit aussi vaine
& aussi peu fondée que celle qui
vous agite , & dont j'ai cherché à
vous affranchir !

F I N.

Note sur la Page 40.

DEPUIS l'établissement de l'Etat monastique jusqu'à nos jours, l'Autorité civile s'est mêlée, sous les yeux des Evêques & avec leur approbation, de la réforme des Monasteres & de tout ce qui a rapport au maintien de la Discipline régulière.

En 535, Nouvelle 5 de Justinien adressée à Epiphane, Patriarche de Constantinople, qui contient un Règlement général pour tout l'Ordre monastique; & où ce Prince traite de la construction des Monasteres, de la vêtue & profession des Novices & du temps de leur profession, de la vie commune que doivent pratiquer ceux qui vivent dans un même Monastere, de ceux qui abandonnent la vie régulière pour retourner au siècle, des biens de ceux qui la quittent ou qui entrent dans un autre Monastere, de la défense aux Moines de prendre une femme, de l'élection de l'Abbé & du gouvernement du Monastere. L'Empereur ordonne ensuite que cette loi soit envoyée à tous les Evêques, pour qu'ils en donnent connoissance aux Monasteres situés dans leurs diocèses; & il charge, enfin, les Juges séculiers d'en procurer l'exécution.

En 541, les Evêques assemblés en Concile à Orléans soumettent à Clotaire les Règlements qu'ils ont faits concernant les Monasteres, & lui en demandent la confirmation.

En 585, loi portée par le Roi Gontran

(93)

contre les Moines, trop répandus dans le monde.

En 590, les Evêques, assemblés en Concile à Poitiers, déclarent que c'est par ordre des Rois Gontran & Childebert qu'ils s'occupent de la réforme du Monastere de Sainte Croix de Poitiers.

En 743, Ordonnance de Carloman, par laquelle il est enjoint à tous les Moines de se soumettre à la même Regle, & d'opter entre celle de Saint Benoît & celle de Saint Colomban.

En 779, Capitulaire, par lequel Charlemagne ordonne à tous les Monasteres d'Hommes & de Filles d'observer leur Regle, & aux Abbeesses de ne point sortir de leurs Maisons.

En 789, Capitulaire, par lequel il est ordonné aux Moines & aux Religieuses d'être fideles à leurs engagements & à ne recevoir personne dans les Monasteres qu'après l'avoir suffisamment éprouvé.

Dans le 2e. Capitulaire de la même année, dans celui de Francfort de l'an 794, dans le premier de l'an 802, dans celui de l'an 809, dans ceux de l'an 805, dans ceux d'Aix-la-Chapelle des années 813 & 816; Réglemens particuliers faits par nos Rois, concernant la Discipline réguliere, & divers Statuts, soit pour prévenir les abus, soit pour les réformer.

Dans ces mêmes Capitulaires, ainsi que dans ceux des années 806, 811, 819, 833, 855, Charlemagne, Louis le Débonnaire & Charles le Chauve ordonnent à leurs Envoyés

de parcourir les Monasteres de leur Empire ; & de s'informer si les Moines connoissent leur Regle & s'ils l'observent avec fidélité, avec plein pouvoir de réformer les abus & de rétablir l'ordre par-tout où ils le jugeroient nécessaire.

En 813, les Evêques, assemblés en Concile à Châlons, demandent à l'Empereur qu'il envoie des Commissaires dans tout son Empire pour y faire la visite des Monasteres, & s'informer si la Discipline régulière y étoit en vigueur.

En 816, Regle donnée par Louis le Débonnaire aux Chanoines réguliers, & envoyée aux Evêques pour qu'ils la fassent recevoir & observer dans toutes les Eglises de leur Diocese.

En 817, Regle donnée aux Religieuses par le même Empereur.

Dans la même année, la Regle que Saint Benoît d'Aniane avoit dressée pour les Moines, par ordre du même Empereur, fut autorisée dans tout l'Empire François par l'Assemblée d'Aix-la-Chapelle.

En 832, Ordonnance de Louis le Débonnaire, par laquelle il est porté que l'Abbaye de S. Denis sera réformée par les Evêques assemblés à Paris.

En 844, les Evêques, assemblés en Concile à Vernon, supplient l'Empereur Charles le Chauve d'envoyer dans toutes les parties de son Empire des hommes pieux & éclairés pour y réformer, de concert avec les Evêques, les Monasteres déchus de leur première ferveur.

En 853 , le même Empereur , en présence & à la priere des Evêques assemblés en Concile à Soissons , ordonne à ses Envoyés de visiter les Monasteres & d'y réformer tout ce qui leur paroîtra abusif & défectueux , soit dans le spirituel , soit dans le temporel.

En 881 , le même ordre est donné par le même Empereur dans le Concile tenu à Fimes.

En 1501 & le 12 Mars , Arrêt du Parlement de Paris sur la Requête du Cardinal de Luxembourg , Evêque du Mans , par lequel la réforme de l'Abbaye de S. Vincent du Mans est ordonnée.

En 1502 & le 12 Décembre , Arrêt du même Parlement , qui commet deux Présidents & quatre Conseillers pour assister à la réforme du Couvent des Cordeliers de la ville de Paris.

En 1511 & le 22 Janvier , Arrêt du même Parlement , pour la réformation du Monastere de Poissy.

En 1520 , deux Arrêts du Parlement de Toulouse , l'un du 9 Août & l'autre du 20 Novembre , qui enjoignent à l'Archevêque de Toulouse , de procéder à la réformation du Couvent des Augustins de ladite ville , à laquelle réformation assisteront deux Conseillers de la Cour.

Dans la même année , Lettres écrites par le Parlement de Toulouse au Chancelier de France , le 11 Mai , & par l'Archevêque de cette ville à François I , le 12 Mai , par lesquelles ils se plaignent tous des Censures obtenues à Rome , pour traverser le projet de

réformation; ce que l'Archevêque de Toulouſe déclare au Roi être contre les ſaints Canons, Ordonnances & Privileges du Royaume & au grand dommage d'icelui.

En 1524 & le 11 Août, Arrêt du Parlement de Paris, qui commet le Premier Préſident & deux Conſeillers pour voir les Statuts de réformation des Couvents de Chelles, de Montmartre, de Maienove, d'Yere, de Jarſi & de Gif, mis au Greſſe de la Cour par leſdits Couvents à la Requête de l'Evêque de Paris.

En 1529 & le 30 Décembre, Arrêt du même Parlement pour la réformation du College de Cluni fondé dans la ville de Paris.

En 1531 & le 29 Novembre, Arrêt du même Parlement pour la réformation de l'Abbaye de Saint Ambroïſe de Bourges.

En 1532 & le 24 Avril, l'Evêque de Senlis ſ'adreſſe au même Parlement pour l'aſſiſter dans la réforme du Prieuré de Saint Maurice de ſa ville.

En 1533, Arrêt du même Parlement, qui ordonne à l'Evêque d'Angers de bailler Vicariat pour réformer le Monaftere de S. Florentles-Saumur, ſous peine de ſaiſie de ſon temporel.

En 1535, Lettres-Patentes expédiées pour la réforme de l'Abbaye de Saint Germain-des-Prés.

En 1537 & le 8 Février, Arrêt du Parlement de Paris, qui ordonne la réformation du Prieuré de Gournai.

En 1543 & le 15 Février, Arrêt du même Parlement, qui enjoint au Général des Auguſtins

Augustins de bailler Vicariat à deux Religieux de son Ordre pour réformer le Couvent des Augustins de la Ville de Paris.

Dans la même année & le 17 Août, Arrêt du même Parlement pour la réforme des Cordeliers du Couvent de Paris.

En 1547 & le 22 Février, Arrêt du même Parlement, qui ordonne à l'Abbé de Clairvaux & à l'Abbé de Fromont, de vaquer à la réforme du Monastere de Saint Antoine-des-Champs.

En 1549 & le 2 Septembre, Arrêt du même Parlement, qui ordonne que l'Abbaye de Moutier-la-Celle sera réformée, & que l'Evêque de Troye baillera Vicariat à deux Religieux pour procéder à ladite réforme.

En 1551 & le 17 Mars, Arrêt du même Parlement, qui ordonne la réforme de l'Abbaye de S. Riquier.

Le 7 Avril de la même année, Arrêt du même Parlement, qui ordonne la réformation de l'Abbaye de S. Pere-en-Vallée, Diocèse de Chartres.

Dans la même année, Avertissement de l'Evêque de Chartres, dans lequel il déclare avoir travaillé à la réformation de la susdite Abbaye, conjointement avec un Conseiller du Parlement & le Substitut du Procureur-Général.

En 1560, Ordonnance d'Orléans, article 20, par lequel il est ordonné & enjoint aux Evêques & aux Chefs d'Ordre de vaquer & procéder diligemment à l'entiere réformation des Monasteres du Royaume.

E

En 1571, Lettres-patentes de Charles IX, article 7, par lequel il est porté que les Religieux qui seront sans Chef d'Ordre seront tenus d'élire & de choisir un Ordre certain & réglé pour être visités sans préjudice de la Jurisdiction ordinaire.

En 1574 & le 22 Mai, Arrêt du Parlement de Provence, qui commet le Premier Président pour informer contre les Religieux coupables dans les Monasteres d'Aix, de Marseille & autres villes du Ressort, & pourvoir à la réforme des Monasteres, ainsi qu'il appartiendra.

En 1579, Ordonnance de Blois, art. 30, par lequel il est enjoint aux Evêques & aux Chefs d'Ordre de rétablir la discipline dans les Monasteres, & d'y mettre le nombre de Religieux requis pour la célébration du Service divin. La même loi est portée par l'Edit du mois de Février 1580, par celui du mois de Mai 1596, & par l'Ordonnance du mois de Janvier 1629.

En 1582 & le 22 Novembre, Arrêt du Parlement de Paris, qui commet le Provincial & deux Conseillers pour la réforme du Monastere de Sainte Croix de la Bretonnerie.

En 1594 & le 15 Février, Arrêt du même Parlement, qui ordonne que le Frere Verneau sera reçu Gardien des Cordeliers d'Angers, avec pouvoir de visiter, réformer & régler les autres Couvents de la Province de Touraine.

En 1595, le Parlement d'Aix commet le

Diocésain , pour la réformation de la Vie & Regle monastique des Chanoines réguliers de Chardaon.

En 1613 & le 11 Janvier , Arrêt du Parlement de Paris , qui ordonne aux Prieurs de S. Victor & de S. Germain-des-Prés de se transporter au Couvent de Sainte Croix , pour, en présence de M. Gillet , Conseiller au Parlement , régler & pourvoir à ce que le Service divin soit célébré , les Statuts & Discipline régulière soient gardés , observés & entretenus.

En 1618 & le 18 Janvier , Arrêt du Parlement d'Aix , par lequel il est ordonné que les Prieurs des Couvents de l'Ordre de Saint Augustin avec le Provincial seront admonestés de faire réformer tant le Couvent d'Aix que autres dudit Ordre dans le Ressort , suivant les saints Décrets & Constitutions dudit Ordre ; & ce dans deux mois , à peine de saisie de leur temporel , avec injonction aux Lieutenans du Sénéchal , Juges Royaux & Consuls de poursuivre ladite réformation.

En 1623 & le dernier Mai , Arrêt du même Parlement , par lequel la réforme des Religieuses de Sisteron est ordonnée.

En 1644 & le 27 Juin , Arrêt du Conseil d'Etat , par lequel le Roi maintient les Religieuses réformées de l'Abbaye du Pui-d'Orbe contre leur Abbessé.

En 1662 & le 3 Mars , Arrêt du Conseil d'Etat , qui autorise la réforme du Chapitre Cathédral de Pamiers.

En 1667 & le 4 Avril , Arrêt du Parlement

E ij

de Paris , qui ordonne la réformation des quatre Ordres mendiants.

En 1668 & le 28 Septembre , Bref de Clément IX & Lettres-patentes du Roi , pour la réforme de tous les Monasteres de France appartenants aux quatre Ordres mendiants , vérifiés en Parlement le 3 Janvier 1669.

En 1669 & le 4 Juin , Arrêt du Conseil d'Etat , par lequel il est ordonné que les Commissaires , nommés pour la réforme des Freres Prêcheurs , seront reconnus en cette qualité pour en faire les fonctions.

Du 5 Juin de la même année , Arrêt du Conseil d'Etat , qui commet un Maître des Requêtes pour se transporter au Couvent des Freres Prêcheurs de la rue Saint-Jacques , & faire obéir les Religieux dudit Couvent aux Ordonnances & Réglements des Commissaires nommés pour la réforme dudit Ordre.

En 1670 & le 22 Avril , Arrêt du Parlement de Paris , portant homologation de l'avis des Commissaires députés pour l'examen de quelques difficultés concernant l'exécution de la Commission établie pour la réforme du grand Couvent des Cordeliers de Paris.

Du 7 Juillet de la même année , Arrêt du même Parlement , qui autorise les Réglements faits pour la réformation des quatre Ordres Religieux mendiants.

En 1671 , Déclaration du Roi , dans laquelle il est dit que le Roi croit devoir user de son autorité pour régler tout ce qui sera convenable au bien des Ordres Religieux & en procurer la réformation.

En 1672 & le 2 Janvier, Arrêt du Parlement de Paris, qui ordonne à l'Evêque de Beauvais de se transporter dans le Monastere des Religieux de l'Ordre de Saint François, sis à Meillon, Diocese de Beauvais, pour procéder à sa réformation.

En 1676 & le 18 Mars, Arrêt du Conseil d'Etat, concernant la Discipline qui doit être observée par les Augustins réformés.

Du 11 Septembre de la même année, Arrêt du Conseil d'Etat, en forme de Règlement, pour le gouvernement du grand Couvent des Jacobins de la ville de Paris.

En 1678 & le 16 Mars, Arrêt du Conseil d'Etat, portant Règlement par provision pour la réforme des abus qui se commettoient dans l'Abbaye de S. Victor de Marseille par les Religieux de ladite Abbaye.

Du 15 Novembre de la même année, Arrêt du Conseil d'Etat, contenant un Règlement pour l'Ordre des Célestins de France.

En 1680 & le 19 Janvier, Arrêt du Conseil d'Etat, concernant le gouvernement de la Congrégation de la Merci.

En 1689 & le 26 Août, Arrêt du Conseil d'Etat, concernant le gouvernement des Religieux de l'Ordre de S. François.

En 1706 & le 7 Juillet, Arrêt du Conseil d'Etat, par lequel le Roi commet plusieurs Ecclésiastiques & Religieux pour visiter les Couvents des Religieux Hermites de Saint Augustin, & donner leur avis sur tout ce qu'ils estimeront nécessaire pour y rétablir la paix & le bon ordre.

Du 8 Décembre de la même année, autre Arrêt du Conseil d'Etat, qui confirme l'avis desdits Commissaires & en ordonne l'exécution.

En 1707 & le 17 Mai, Arrêt du Parlement de Paris, concernant plusieurs points de la Discipline régulière qui doit être observée dans l'Abbaye de Trouard.

» Par cette suite d'Arrêts, dit le Rédacteur des Mémoires du Clergé, » nos Rois n'ont pas » entrepris de gouverner l'Eglise ni de donner des Regles aux Monasteres, ils ont seulement interposé leur autorité pour faire » exécuter celles que l'Eglise leur a données, » & y soumettre les Religieux qui s'en étoient » écartés ou qui faisoient refus d'y obéir ; » c'est un exercice de la protection que Dieu » ordonne aux Souverains d'accorder aux saints » Décrets, pour maintenir le bon ordre dans » les Maisons Religieuses & y faire observer » les Regles & les Constitutions canoniques, » auxquelles ceux qui ont fait profession solennelle de Religion se sont engagés par » leurs vœux «.



